



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
28 février 2017
Français
Original : espagnol
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité des droits de l'enfant

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 44 de la Convention

Rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques
des États parties attendus en 2015

Guatemala^{*}, ^{}**

[Date de réception : 27 septembre 2016]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

** Les annexes et appendices du présent document peuvent être consultés dans les dossiers du secrétariat. Ils sont également disponibles sur le site Web du Comité.

GE.17-03265 (EXT)



* 1 7 0 3 2 6 5 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Page</i>
Sigles et acronymes.....	3
I. Cadre général	4
II. Méthodologie	4
III. Contexte sociopolitique.....	5
IV. Mesures d'application prises pour donner suite aux recommandations	5
 Annexes	
I. Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	
II. Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés	

Sigles et acronymes

COPREDEH	Commission présidentielle chargée de la coordination de la politique de l'exécutif en matière de droits de l'homme
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
KATUN	Plan Nacional de Desarrollo Nuestra Guatemala 2032
OEA	Organisation des États américains
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

I. Cadre général

1. Le Comité des droits de l'enfant a examiné le rapport valant troisième et quatrième rapports périodiques de l'État (CRC/C/GTM/3-4) à ses 1544^e et 1546^e séances, tenues le 14 septembre 2010, et a adopté ses observations finales à sa 1583^e séance¹.
2. Sur proposition et avec l'accord des experts du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en poste au Guatemala, l'État soumet le présent rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques, qui rend compte des progrès réalisés dans l'application des recommandations formulées à l'issue de l'examen du rapport valant troisième et quatrième rapports périodiques, ainsi que de celui des rapports consacrés à la mise en œuvre des Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant².
3. L'État aurait dû soumettre le présent rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques au Comité le 1^{er} octobre 2015, mais comme la méthodologie retenue prévoyait de consulter les enfants et les adolescents et qu'à cela est venue se greffer la dynamique étatique, la consultation a été prolongée jusqu'au 9 octobre 2015, ce qui a conduit à solliciter une prorogation jusqu'au 13 novembre 2015. Toutefois, afin de satisfaire aux exigences techniques du rapport, sa finalisation a été ajournée jusqu'en janvier 2016.

II. Méthodologie

4. Pour établir le présent rapport, l'État, agissant par l'intermédiaire de la Commission présidentielle chargée de la coordination de la politique de l'exécutif en matière de droits de l'homme (COPREDEH), a pris en considération les recommandations concernant les troisième et quatrième rapports périodiques, en demandant aux institutions concernées de rendre compte de leurs activités, plans et programmes relatifs à la période 2010-2015.
5. À cette fin, l'État a organisé quatre réunions internes avec l'équipe de la COPREDEH, afin d'élaborer et d'adopter un plan d'action pour consulter les enfants et les adolescents et recueillir leur avis en ce qui concerne la réalisation de leurs droits. Le projet de rapport a également été soumis à l'UNICEF, qui a formulé des propositions et qui a accompagné le processus de bout en bout.
6. Les institutions concernées ont été consultées dans le cadre de trois réunions organisées avec des représentants du Forum interinstitutionnel³ et d'un atelier. On y a présenté l'historique de la Convention et analysé la participation des institutions, eu égard aux engagements pris et concrétisés par celles-ci de façon à répondre aux recommandations.
7. Dans le cadre de l'application du Plan d'action, on a organisé cinq consultations de groupes d'enfants et d'adolescents en situation de vulnérabilité, à savoir :
 - i) Parlement des enfants et des adolescents (composé des quatre peuples mayas et garifunas) ;
 - ii) Enfants et adolescents de l'organisation Resplandece et de l'école El Prado à Amatitlán (en deux groupes) ;
 - iii) Enfants et adolescents de l'école publique rurale mixte de Pacacay, Chimaltenango ;
 - iv) Enfants et adolescents de l'Association Pancita Llena, Corazón Contento, colonia el amparo zona 7, ville de Guatemala.

¹ Tenue le 1^{er} octobre 2010.

² Ci-annexés.

³ On y reviendra dans la section 10 (Suivi et diffusion) de la quatrième partie du présent rapport.

8. Ce processus a été appuyé par l'UNICEF, l'Association IDEI, le Parlement des enfants et des adolescents et la COPREDEH, qui y ont également participé.

9. On voit que le rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques du Guatemala sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant repose sur les informations fournies par des organismes publics et les opinions des enfants et des adolescents.

10. Par ailleurs, l'Association IDEI a mis au point une méthodologie ludique pour recueillir le point de vue des enfants et des adolescents et a établi un rapport sur l'idée qu'ils se font de ce processus et sur les avis recueillis⁴.

Paroles d'enfants et d'adolescents : « Nous voulons que nos avis soient pris en considération et qu'on n'en reste pas là. Nous voulons que l'État tienne compte de notre opinion, parce que nous sommes directement concernés par ce dont on discute ici. » Parlement des enfants et des adolescents.

III. Contexte sociopolitique

11. Il importe de noter qu'entre 2010 et 2015, le Guatemala a connu trois gouvernements différents⁵. À cet égard, le Gouvernement de la période 2008-2012 s'est distingué par la mise en place de programmes sociaux. Lors de l'entrée en fonctions du nouveau Gouvernement (2014-2016), ces programmes ont changé de nom et ont été institutionnalisés avec la création du Ministère du développement social. Ce gouvernement a inauguré une politique de portes ouvertes reposant sur trois pactes : a) Faim zéro, b) Pour la sécurité, la justice et la paix, et c) Pour le développement économique. Des dénonciations de faits de corruption l'ont empêché d'aller au bout de son mandat et un Gouvernement de transition lui a succédé en septembre 2015, pour céder la place en janvier 2016.

12. Dans le passé, la participation des jeunes s'exprimait par l'intermédiaire des éducateurs, parents ou gardiens ; au fil du temps, les enfants et adolescents en sont venus à participer activement à la formulation des politiques publiques, programmes et activités se rapportant à la prise des décisions ayant des incidences directes sur eux et l'exercice de leurs droits.

13. La réactivité de la jeunesse face à des sujets tels que les grossesses, les particularités culturelles, la santé, l'éducation et les loisirs lui fait rechercher des canaux de communication et participer, entre autres espaces, à l'élaboration du Plan national de prévention des grossesses chez les adolescentes pour 2013-2017, fruit de la participation de l'État, des jeunes, de la société civile et de la communauté internationale.

IV. Mesures d'application prises pour donner suite aux recommandations

1. Mesures d'application générales (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 12)

1.1 Le faible niveau d'application du Système de protection complète (*Sistema de protección integral*)

14. La protection complète des enfants et adolescents devra s'appliquer aux plans social, économique et juridique afin de favoriser la réalisation effective de leurs droits.

⁴ Joint au présent rapport.

⁵ Gouvernement du Président Álvaro Colom (2008-2012) ; celui du Président Otto Pérez Molina (2012-2016) et celui du Président Alejandro Maldonado (septembre 2015-janvier 2016).

15. Au plan social, le Ministère de la santé et de la protection sociale a mis en place des actions visant à garantir la prise en charge intégrale et différenciée des adolescents, parmi lesquelles :

- i) Normes de prise en charge intégrale de la santé, touchant la prévention, la promotion de la santé, sa prise en charge intégrale et le rétablissement des adolescents et des jeunes en milieu communautaire ;
- ii) Promotion de la santé des adolescents et des jeunes, reposant sur 338 espaces conviviaux dans chaque municipalité, pour encourager le développement complet et l'adoption de modes de vie sains ;
- iii) Cliniques de prise en charge intégrale, implantées dans les hôpitaux de San Juan de Dios, Antigua, Escuintla, San Benito Petén, Zacapa, Coatepeque et San Marcos.

16. Les groupes de travail multisectoriels traitent de la question de la protection complète des enfants et adolescents, à l'examen de laquelle participent la Commission nationale de l'enfance et de l'adolescence, la Commission nationale pour la prévention et l'élimination du travail des enfants, la Commission nationale de l'enfance et de l'adolescence au sein du Conseil national de développement urbain et rural, le Groupe technique pour l'application de l'Observation générale n° 15 concernant l'article 24 de la Convention et le Ministère de la santé et de la protection sociale.

17. L'Administration du registre national de population est tributaire de l'amélioration du système d'enregistrement des naissances, en particulier dans les zones rurales, avec le projet d'expérimentation du système d'alerte avancée pour les naissances (*Sistema de Alerta Temprana de Vida*) et la signature d'accords de coopération interinstitutionnelle avec le Ministère de la santé et de la protection sociale et l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, ainsi que des mémorandums d'accord conclus avec des hôpitaux privés.

18. Le Ministère de la culture et des sports a élaboré des politiques culturelles et sportives, et l'un de ses domaines d'intervention concerne l'« appui au sport et aux loisirs », conçus comme des manifestations culturelles contribuant au développement complet des résidents.

19. Ce ministère répond aux besoins de la population en général et des groupes vulnérables en lançant des programmes destinés aux enfants et adolescents, à la jeunesse, aux personnes âgées et aux personnes handicapées.

20. De même, le Conseil national du sport, de l'éducation physique et des loisirs s'occupe du sport en club, du sport à l'école et du sport pratiqué dans d'autres cadres en mettant en œuvre un plan de développement sportif à long terme, qui promeut le jeu et les loisirs des diverses populations et communautés nationales.

21. Au plan économique, dans le cadre de l'exécution des programmes et des projets, on utilise le système national de transparence comme outil de contrôle social, et les ressources financières sont conformes au critère d'applicabilité en fonction de l'exercice budgétaire auquel elles ont été affectées. On relève un accroissement du budget, passé de 5 955 716 376,7 quetzales en 2010 à 11 283 833 396,7 quetzales en 2015.

22. Au plan juridique, on applique les règles nécessaires à l'harmonisation des dispositions de la Convention et de la législation nationale, à savoir :

- i) La création, par le décret gouvernemental n° 25-2011⁶ de la Cour suprême, de tribunaux de première instance pour enfants et adolescents. Le décret dispose en particulier que les enfants et adolescents doivent être entendus directement à l'aide de moyens audiovisuels et prévoit leur accompagnement par une équipe multidisciplinaire et l'utilisation obligatoire du système de gestion des tribunaux.

⁶ Décret gouvernemental, annexe II.

- ii) Compétence des tribunaux d'instance pour appliquer la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, décret n° 3-2013⁷ de la Cour suprême.
- iii) Modification du Règlement général des cours de justice et tribunaux pour enfants et adolescents. S'agissant des procédures de protection, le juge doit, avant de prendre une décision, examiner les avis, les études et les résultats présentés par une équipe multidisciplinaire, et envisager l'élimination du terme de chose jugée et la fixation des principes de célérité, de simplicité, d'oralité, d'immédiateté, de contradiction et de concentration de la procédure, décret n° 34-2015⁸ de la Cour suprême du 12 octobre 2015.
- iv) L'âge du mariage, fixé à 18 ans pour les hommes et pour les femmes, décret-loi n° 8-2015⁹.

2.2 Les niveaux élevés de malnutrition qui touchent les enfants dans l'ensemble du pays

23. Selon des données communiquées par le Ministère des finances, aux fins de la prise en charge de la malnutrition chez l'enfant et de la malnutrition sévère, l'État alloue un budget spécifique au Ministère de la santé et de la protection sociale au titre, notamment, de la malnutrition sévère, de la surveillance de la croissance, de la supplémentation en micronutriments et de la prise en charge des enfants et des mères allaitantes, rubriques budgétaires qui n'étaient pas prévues en 2010, mais ont figuré au budget de 2013 du Ministère (537 750 716,40 quetzales) et à celui de 2015 (1 558 710 631,30 millions de quetzales)¹⁰, en nette augmentation.

24. Par ailleurs, dans le cadre du Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Ministère de la santé et de la protection sociale, on met en place les « banques du lait maternel » pour appuyer et promouvoir l'allaitement maternel en application d'une stratégie de réduction de la mortalité maternelle et néonatale.

25. En outre, en 2012, la création du Ministère du développement social¹¹ a permis d'institutionnaliser les programmes sociaux, dont certains sont destinés à enrayer la malnutrition chez l'enfant, en complétant le « Pacte Faim zéro », qui vise à la fois à lutter contre la faim et à réduire la malnutrition chronique. Ce même ministère apprend aux familles participant aux programmes à préparer comme il convient les aliments à consommer, tout en encourageant l'allaitement maternel et un mode de vie sain.

26. L'exécution du Programme « Fenêtre des mille jours » (décret n° 235-2013) porte sur la nutrition des enfants de moins de 2 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes, en encourageant les bonnes pratiques en matière de nutrition, d'alimentation et de santé.

27. Dans cette optique, le Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence fait appliquer les mesures nécessaires pour améliorer l'état nutritionnel et sanitaire, en accordant la priorité aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, mesures inscrites dans la politique publique de protection complète des enfants et adolescents et le plan d'action national s'y rapportant.

28. Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est employé à renforcer les délégations départementales, municipales et régionales, ainsi que les bureaux Faim zéro dans l'ensemble du pays, en prenant en charge les populations en situation de risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid.

¹⁰ Données du Système de comptabilité publique intégrée, communiquées par le Ministère des finances.

¹¹ Décret n° 1-2012.

29. S'agissant de prévoir le risque d'insécurité alimentaire et nutritionnel, on a consolidé le Système national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui vise à s'attaquer rapidement aux problèmes, permet aux institutions d'enregistrer les actions menées aux niveaux local et national, et planifie, surveille et évalue avec les intéressés l'exécution des programmes et activités d'aide alimentaire opportune aux familles touchées.

30. En 2014, l'État s'est occupé de faire reculer la malnutrition en mettant en œuvre les stratégies ci-après :

- i) Plateforme intersectorielle reposant sur des interventions multiples en faveur de la nutrition ;
- ii) Cadre normatif et politique adapté au rôle moteur et à l'action du Gouvernement ;
- iii) Cadre commun de résultats convenus par les différents secteurs et le Gouvernement à l'appui de la promotion de la nutrition ;
- iv) Ressources obtenues et/ou mobilisées à l'appui des actions ou programmes devant améliorer la nutrition.

31. En outre, la politique publique de développement complet de la petite enfance 2010-2020 veille à ce que les enfants, depuis la gestation jusqu'à l'âge de 6 ans, jouissent de leurs droits fondamentaux, en encourageant leur prise en charge intégrale dans le respect de la diversité culturelle. Il s'agit de promouvoir une éducation de qualité en accordant la priorité aux niveaux initial et préprimaire, de stimuler la participation des enfants à la prise des décisions qui les concernent dans les espaces de développement social, familial et institutionnel et, enfin, de contrôler et d'évaluer la politique en question en y faisant participer la population.

2.3 La mise au point de stratégies visant à éliminer la discrimination, y compris dans le domaine de la santé

32. La participation aux travaux de l'Équipe spéciale du service de la condition féminine, qui veille à l'inclusion équitable des femmes en matière de santé sur la base de la non-discrimination, est organisée par l'intermédiaire du Ministère de la santé et de la protection sociale, en coordination avec la Commission de la condition de la femme. De même, la création de diplômes virtuels sur le thème du droit des enfants et des adolescents à une assistance médicale complète est à l'étude.

33. L'État a en outre adopté le décret gouvernemental n° 102-2015 sur la politique nationale relative aux sages-femmes 2015-2025, qui prévoit des actions axées sur le respect, la reconnaissance et la revitalisation du travail des sages-femmes parmi la population, ainsi que des formations et certifications destinées à améliorer les rapports entre les sages-femmes et le Ministère de la santé et de la protection sociale, eu égard aux différents niveaux de soins culturellement adaptés.

34. Au travers de la réforme de l'éducation, le Ministère de l'éducation entend faire évoluer le plan d'études national pour l'enseignement de base de manière que l'éducation puisse déboucher sur une société pluraliste, équitable, solidaire, participative et interculturelle et, partant, une société d'où la discrimination soit bannie.

2.4 La lutte contre la pauvreté des enfants et l'accroissement des dépenses en faveur des enfants

35. En vertu de la Constitution, l'État est organisé de manière à protéger l'individu et la famille et sa finalité première est la réalisation du bien commun. Par l'intermédiaire du Ministère du développement social, il défend les droits sociaux de la population en mettant en œuvre des politiques publiques destinées à améliorer le bien-être des groupes sociaux en situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité, en organisant à cette fin le développement

des capacités et la multiplication des possibilités afin d'améliorer les conditions de vie. C'est l'objet des programmes sociaux énumérés ci-après.

36. Mi Bono Seguro : Ce programme de lutte contre la pauvreté rurale est destiné aux foyers en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté.

37. Bono de Salud et Bono de Educación : Programmes de transferts monétaires assortis de conditions. Les fonds sont remis aux familles qui respectent le principe de la coresponsabilité en matière de soins de santé et de scolarisation, respectivement.

38. Mi Bolsa Segura : Programme de distribution périodique de rations alimentaires aux familles touchées, y compris les personnes handicapées, les personnes âgées sans protection sociale et les familles en difficulté.

39. Mi Comedor Seguro : Ce programme propose aux personnes et familles vulnérables des repas nutritifs, équilibrés et de bonne qualité sur le plan hygiénique, et à bas prix.

40. Jóvenes protagonistas : Ce programme propose une formation alternative et extrascolaire, assurée dans les espaces disponibles au sein des communautés ou dans les écoles et destinée à promouvoir les talents artistiques, sportifs, sociaux et culturels des jeunes.

41. Mi beca segura : Ce programme de transferts monétaires assortis de conditions consiste à remettre des fonds, à titre temporaire, aux familles ne disposant pas des ressources financières nécessaires pour que leurs enfants aient accès à l'éducation.

42. Les enfants et adolescents recommandent ce qui suit : « Assurer une large diffusion aux programmes sociaux », « Faire bénéficier des programmes sociaux les familles qui en ont réellement besoin, avant tout dans les zones rurales : on y trouve des familles pauvres auxquelles l'aide ne parvient pas » et « les programmes sociaux sont une bonne chose, mais ils ne touchent pas ceux qui en ont besoin ».

3. Le placement en milieu ouvert des enfants ayant besoin d'une protection de remplacement

43. En ce qui concerne le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, l'État a adopté les « Normes de qualité pour la prise en charge des enfants et adolescents dans les centres d'accueil temporaire »¹², que doivent appliquer les fonctionnaires et autres personnels de gestion de ces centres lorsqu'il s'agit de la dignité, de la sécurité et des opinions des enfants et adolescents.

44. De même, afin de garantir la protection des droits des enfants et adolescents, le Bureau du Procureur général peut compter sur une équipe multidisciplinaire¹³ responsable des procédures engagées au nom des enfants et adolescents à l'occasion de la recherche du membre de la famille approprié pour demander au juge compétent de modifier la mesure ou pour évoquer la possibilité de faire appel à la famille élargie, dans le cas où le placement en institution a été décidé. Durant les trois premiers mois de l'année, 58 enfants et adolescents ont été placés en milieu ouvert.

¹² Ci-après dénommées « Normes ».

¹³ Composée de spécialistes des domaines suivants : psychologie, éducation, travail social, enquêtes et médecine.

4. La réforme de la législation et des pratiques en matière de système de justice pour mineurs

45. Entre 2010 et 2013, le nouveau modèle de gestion de l'appareil judiciaire a contribué à améliorer le règlement des affaires de 48 % dans les tribunaux de première instance pénale et de 62 % dans les tribunaux de deuxième instance pénale.

46. L'appareil judiciaire a progressé dans l'élaboration de propositions de réforme juridique ou réglementaire, comme la réforme du Code de procédure civile et commerciale, visant à réduire le retard dans l'administration de la justice autre que pénale, à savoir la justice civile, la justice familiale, la justice du travail et la justice pour enfants et adolescents.

47. En vertu du décret gouvernemental n° 25-2011 de la Cour suprême, on a créé les tribunaux de première instance pour enfants et adolescents. Ce décret établit notamment les principes et critères de procédure que les juges doivent appliquer sur la base du principe du respect des opinions de l'enfant. La compétence de ces tribunaux est définie par le décret n° 3-2015 de la Cour suprême.

48. Le décret n° 34-2015 de la Cour suprême réforme les dispositions relatives aux procédures concernant les enfants et adolescents afin d'éviter toutes entorses à la loi et interprétations erronées de celle-ci et pour que chaque juge pour enfants et adolescents en situation de conflit avec la loi fasse un meilleur travail d'application, d'interprétation et d'intégration de la loi dans chaque cas d'espèce, le décret modifiant en ce sens le Règlement général des cours de justice et des tribunaux ayant compétence en matière d'enfants et d'adolescents dont les droits sont menacés ou violés et d'adolescents en situation de conflit avec la loi.

49. Ainsi s'ajoutent des paragraphes qui instituent le respect et la validité des opinions de l'enfant et selon lesquels les études de l'équipe multidisciplinaire doivent être prises en considération et primer lors de la prise des décisions. De même, les mesures conservatoires sont modifiées en l'absence de condamnation et si les circonstances ayant présidé à leur adoption ont changé. Il est également établi qu'il n'existe pas de chose jugée en ce qui concerne les processus de protection des enfants et adolescents.

a) *Législation (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 14 et 16)*

50. Au plan financier, l'affectation de fonds est prévue par l'article 30 du décret n° 101-97 du Congrès et la loi organique relative au budget ; elle est liée aux flux saisonniers de revenus, ainsi qu'à la capacité d'exécution réelle de chaque institution et aux flux de fonds dont celle-ci a besoin pour réaliser de façon opportune et efficace les objectifs des programmes et projets définis.

51. Le budget de 2014 a été établi à partir de projections tirées de celui de 2013. Il convient de noter qu'en 2013, le Gouvernement disposait d'un crédit de 9 031 264 930,6 quetzales destiné à financer les dépenses directes en faveur des enfants et des adolescents, crédit en progression de 8,7 % par rapport à celui de 2012.

52. Pour l'exercice 2015, les crédits budgétaires destinés à financer la prise en charge de l'enfance au titre de l'exécution des programmes correspondants se sont élevés à 11 283 833 396,70 millions de quetzales ; on trouvera des renseignements complémentaires au paragraphe 65 c) du présent rapport.

53. S'agissant des mesures à caractère structurel, le Ministère des finances part du principe que chaque entité doit établir son budget conformément aux prescriptions de la technique budgétaire et de la gestion axée sur les résultats, en définissant les sous-produits et les produits qui font efficacement évoluer les conditions de vie.

54. Quant à la lutte contre l'impunité, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala¹⁴ a été établie au Guatemala pour appuyer le ministère public, la Police nationale civile et d'autres institutions publiques. Organe indépendant à caractère international, cette commission, dotée d'un mandat de deux ans renouvelable, ouvre des enquêtes et engage des poursuites pénales sur les infractions relevant de ce mandat.

55. À cet égard, l'action de cette commission contribue à renforcer la justice. En avril 2015, il a été décidé de renouveler son mandat jusqu'au 3 septembre 2017.

56. Les modifications apportées par le décret n° 34-2015 de la Cour suprême ont été décrites plus haut.

57. D'une manière générale, l'article 449 *bis* du Code pénal réprime le trafic d'influence, mesure qui garantit la transparence et l'objectivité du processus de prise de décisions.

58. De même, la Cour suprême a institué les tribunaux métropolitains de première instance pour enfants et adolescents¹⁵. Elle a créé des tribunaux spécialisés pour enfants et adolescents dans le but de garantir la justice.

b) Coordination (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 18)

59. Le Secrétariat à la protection sociale de la présidence intervient aux niveaux de la prévention, de la protection et de la réinsertion sociale afin d'assurer une bonne prise en charge des enfants. Il travaille à des programmes visant à assurer la protection et le développement complet des enfants et adolescents, dans le cadre fixé par les instruments relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Guatemala.

60. Le Conseil national de la jeunesse coordonne les stratégies et positions concernant la jeunesse et, en collaboration avec les institutions publiques et les organisations internationales et non gouvernementales, viabilise le développement de la jeunesse moyennant des programmes et des actions inscrits dans la durée. Dans cette optique, on a adopté la politique nationale de la jeunesse 2012-2020, basée sur la reconnaissance des jeunes en tant que sujets de droit, afin de mettre en place un cadre d'actions visant à offrir aux jeunes des perspectives de nature à leur permettre de développer leurs capacités.

61. Créée en application de la loi sur la protection complète de l'enfance et de l'adolescence (décret gouvernemental n° 512-2007), la Commission nationale de l'enfance et de l'adolescence a établi son règlement intérieur. Il lui incombe de formuler des plans, des politiques et des projets en rapport avec la protection complète des enfants et adolescents, et d'en contrôler l'exécution.

62. Deux entités institutionnelles interviennent dans le cadre des protocoles facultatifs :

- Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, chargé d'éliminer la violence, l'exploitation, la traite des personnes et les mauvais traitements infligés à des personnes mineures, ainsi que les niveaux d'impunité associés à ces phénomènes ;
- La Commission nationale pour la prévention et l'élimination du travail des enfants, rattachée au Ministère du travail et de la protection sociale, a défini une feuille de route pour éliminer au Guatemala le travail des enfants, et en particulier les pires formes de ce travail.

63. S'agissant des efforts interinstitutionnels déployés dans le domaine des droits de l'homme et des engagements internationaux, la COPREDEH constitue un système national de suivi des recommandations faites à l'État en matière de droits de l'homme, dont l'un des principaux axes est un Forum interinstitutionnel où sont représentés tous les organes de

¹⁴ Voir le décret n° 35-2007 ci-joint.

¹⁵ Décret n° 25-2011.

l'exécutif. Voie de communication directe avec les institutions, ce forum joue un rôle de formation et de sensibilisation de la société aux engagements de l'État.

c) *Plan d'action national (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 20 et 22)*

64. En tant qu'organe de l'administration centrale, le Ministère des finances alloue des crédits budgétaires aux différentes institutions, de façon que celles-ci puissent mettre en œuvre des programmes, projets et plans d'action en faveur des enfants guatémaltèques et garantir le bien-être et la protection complète de ces derniers, dans le cadre de la législation nationale et conformément aux engagements pris par le Guatemala en matière de droits de l'homme.

65. Le Système national de transparence, qui est un moyen de contrôle social, permet de suivre ces programmes et projets. Le Gouvernement a défini des mesures de responsabilité budgétaire afin de garantir une utilisation rationnelle des ressources budgétaires compte tenu des priorités, de promouvoir l'efficacité des dépenses publiques et d'éviter que les demandes de crédits ne dépassent les capacités réelles de l'État en matière de financement. À cet égard, on relève une augmentation des crédits correspondant à l'exercice 2015, qui sont passés à 11 283 833 396,70¹⁶ quetzales, contre 10 271 688 464,8 quetzales en 2014.

66. En 2004, le Gouvernement a défini, avec la participation d'organisations de la société civile, d'organismes publics et d'organisations internationales, la politique publique de protection complète de l'enfance et de l'adolescence pour 2004-2015. Cette même année, le plan d'action national en faveur de l'enfance et de l'adolescence a été élaboré.

67. En 2011, le Secrétariat à la protection sociale de la présidence a élaboré la politique publique de développement complet de la petite enfance. En vigueur actuellement, cette politique oriente l'activité des garderies dans l'ensemble du pays. Elle vise à faire baisser l'indicateur de malnutrition chronique chez les jeunes enfants en sensibilisant la population à l'importance de l'allaitement maternel et de la valeur nutritionnelle des aliments.

68. Pour 2015, le Secrétariat susmentionné a mis sur pied une structure administrative en vertu du décret gouvernemental n° 101-2015, qui en approuve le règlement organique interne, lequel contient 18 programmes actualisés et spécialisés relatifs à la protection complète des enfants et adolescents. Il s'agit de faire en sorte que les enfants puissent jouir de leurs droits, ce depuis la gestation jusqu'à leur sixième anniversaire, en élaborant une politique et un système qui respectent la diversité culturelle du pays, et de garantir l'exécution de programmes et la prestation de services de prévention et de protection des enfants et adolescents à l'échelon national, en appuyant et en renforçant la famille.

69. À l'heure actuelle, l'État s'emploie à évaluer et à élargir la politique nationale en faveur de l'enfance et de l'adolescence pour 2016-2024, axée sur le cadre du Plan Katún, de manière que l'exécution et la surveillance de la politique publique et du plan d'action permettent de pérenniser aux niveaux national et municipal les activités tendant à la réalisation des droits fondamentaux des enfants et adolescents. C'est ainsi que la Commission nationale de l'enfance et de l'adolescence coordonne la phase finale de l'élaboration de la politique susmentionnée.

70. Les enfants et adolescents recommandent ce qui suit : « créer des espaces conviviaux, dotés d'un personnel accueillant, et étendre les services de Casa Joven aux zones rurales par l'intermédiaire des municipalités ». Parlement des enfants et des adolescents.

d) *Suivi permanent (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 24)*

71. Le Bureau du Procureur aux droits de l'homme dispose d'un budget alloué par le Congrès dans le cadre du système de transferts courants. Par le décret n° 03-2015 relatif au

¹⁶ Annexe I, tableaux et diagrammes. Tableau 1.

budget de l'exercice de 2015¹⁷, on a approuvé pour cette entité un crédit de 4 302 707,00 quetzales, dont 2 132 406,00 destinés aux activités centrales, 972 264,00 au Programme d'éducation aux droits de l'homme et de promotion de ces droits, et 1 198 037,00 à la défense et à la promotion des droits de l'homme.

72. Le Bureau du Procureur aux droits de l'homme, agissant par l'intermédiaire de la Direction de l'éducation et de la promotion du Bureau du Défenseur du peuple, met en œuvre le Programme permanent d'éducation aux droits de l'homme à l'intention de l'ensemble des secteurs institutionnels et des citoyens en poursuivant deux filières, à savoir les processus de formation et la formation à long terme.

73. Pour renforcer les services locaux, le Bureau du Procureur aux droits de l'homme a, en 2013, procédé dans toutes les municipalités du département de Guatemala et dans les annexes départementales, régionales, municipales et mobiles à un diagnostic de la situation en matière d'éducation aux droits de l'homme et de promotion de ces droits.

e) Allocation de ressources (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 26)

74. Les lois ci-après ont été adoptées en 2012 :

- i) Dispositions destinées à renforcer le système fiscal et lutter contre la fraude et la contrebande (décret n° 4-2012) ;
- ii) Loi sur l'actualisation fiscale (décret n° 10-2012).

75. Toutefois, certains secteurs de la société ont élevé des contestations, qui ont obligé l'État à faire marche arrière.

76. En dépit de l'accroissement des rentrées fiscales, le Guatemala est l'un des pays d'Amérique latine où la charge fiscale est la plus faible, ce qui ne permet guère de disposer de ressources suffisantes pour fournir l'ensemble des biens et services qu'exige la population.

77. Le Ministère des finances, agissant par l'intermédiaire de la Direction technique du budget et conformément aux dispositions de l'article 17 *quater* du décret n° 101-97, a décidé d'appliquer des critères budgétaires dont l'un est axé sur les enfants, ce qui permet de rendre visibles les allocations budgétaires que chaque institution publique définit pour répondre aux besoins des secteurs les plus vulnérables.

78. Ainsi, les entités sont-elles responsables de l'exécution de leur budget et doivent-elles indiquer les catégories de programme qui répondent aux critères susmentionnés.

79. Le budget de l'État est axé sur l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population, sans négliger aucun département du pays.

80. Conformément au décret n° 3-2014 du Congrès, on a adopté l'accroissement du budget général des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014.

f) Collecte de données (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 28)

81. L'Institut national de la statistique a mis en place des systèmes de collecte de données en construisant des indicateurs, tels que les indicateurs du développement humain, et en rassemblant des données afin de présenter un tableau de bord à jour de la situation sociale de la population¹⁸, ce qui lui a permis de réaliser les enquêtes ci-après :

- i) Enquête nationale sur les conditions de vie (ENCOVI, 2011 et 2014).

¹⁷ Voir le décret dans l'annexe II.

¹⁸ www.ine.gob.gt.

- ii) Enquête nationale sur l'emploi et le revenu 2 (ENEL, 2014) (travail des enfants : zone urbaine de la capitale, autres zones urbaines et zones rurales).
- iii) Recueil de statistiques sur la situation des adolescentes (2013). On dispose d'informations sur les enfants aux fins de la construction d'indicateurs.
- iv) Profil statistique des peuples (2013).

82. Le Conseil national de l'adoption a réalisé des études sur les enfants et adolescents accueillis dans des foyers de protection privés afin d'actualiser la situation de ces enfants ; à cette fin, il a effectué un recensement en 2010 pour l'incorporer dans le système créé pour le Registre national des enfants accueillis dans des foyers de protection.

g) *Diffusion de la Convention et sensibilisation (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 29)*

83. L'État a, par l'intermédiaire de ses institutions, conclu des accords de coopération interinstitutionnelle pour promouvoir les droits de l'homme dans le cadre d'actions menées de concert avec les organismes publics et les organisations non gouvernementales pour promouvoir et défendre les droits de la population.

84. À cet égard, la COPREDEH, agissant par l'intermédiaire de la Direction de l'éducation pour la paix et de la culture de paix, organise des activités de formation et des ateliers sur la promotion des droits de l'homme à l'intention des agents des services judiciaires, qui sont l'occasion d'aborder les thèmes des droits fondamentaux, de l'interculturalité, de la culture de paix et de la problématique hommes-femmes.

85. Le Ministère de l'éducation a, par l'intermédiaire de la Direction générale de l'éducation bilingue interculturelle, élaboré et imprimé dans les langues mayas des matériels éducatifs sur les thèmes de l'éducation sexuelle et de la prévention de la violence. Les élèves de l'enseignement primaire peuvent ainsi aborder des thématiques liées aux droits fondamentaux des femmes, à la santé sexuelle et procréative, en particulier la question du VIH/sida, à l'environnement, à l'égalité entre les sexes et entre les ethnies, à l'estime de soi, au racisme et à la discrimination, et à la complémentarité ou à l'harmonie entre les hommes et les femmes.

86. Le livre du maître guide l'enseignant dans la présentation des thèmes décrits dans les manuels du primaire, notamment dans les langues k'iche, kaqchikel, mam et q'eqchi.

87. De même, en coordination avec la Cour constitutionnelle et l'UNESCO, on a organisé en 2015 des ateliers où ont été distribués, dans une version pour enfants illustrée, des exemplaires de la Constitution, dont les dispositions ont été présentées dans un cadre ludique.

88. Par ailleurs, la loi sur les langues mayas, promulguée par le décret n° 19-2003 du Congrès, a constitué un progrès considérable dans la connaissance de l'utilisation des langues autochtones.

89. Les enfants et adolescents recommandent ce qui suit : « diffuser les dispositions de la Convention au moyen de spots radiophoniques sur les radios communautaires et dans les langues maternelles afin de mieux utiliser les ressources ». « Il faut que la Convention soit également connue des adultes (autorités, parents et enseignants) ».

Dans le cadre de la consultation, les enfants et adolescents ont indiqué qu'en province, on écoutait toujours la radio, car certaines personnes n'avaient pas de téléviseur ou les documents écrits n'arrivaient pas jusqu'à elles, d'où l'importance d'utiliser les radios communautaires pour transmettre des informations.

h) *Formation (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 31)*

90. Le Ministère de l'éducation organise des campagnes de sensibilisation, d'information et d'éducation du public afin de protéger les enfants contre les graves atteintes à leurs droits, en présentant les processus ci-après :

- i) Activité de formation « Droits de l'homme, culture de paix et interculturalité pour une éducation intégrée au Guatemala », en coopération avec la COPREDEH¹⁹ ;
- ii) Assistance technico-pédagogique fournie aux écoles normales bilingues interculturelles ;
- iii) Programme « Éducation pour la paix et une vie épanouie », exécuté de 2010 à 2015.

91. À la suite des Accords de paix, on a mis en route la transformation des programmes d'études en actualisant et en rénovant sur le plan technico-pédagogique les approches, méthodes, schémas, contenus et procédés didactiques et en modifiant les processus d'enseignement et d'apprentissage. Le nouveau programme d'études est conçu comme le projet éducatif de l'État au service du développement complet de la personne en tant qu'être social qui évolue et est valorisé lorsqu'il s'implique dans la construction du bien-être.

92. Les grandes orientations de la réforme de l'enseignement font apparaître des thématiques liées aux grandes questions internationales et aux besoins et problèmes de la société, thématiques traitées comme suit :

- Orientations de la réforme : vie, démocratie et culture de paix ;
- Orientations du programme : vie familiale ;
- Volets des orientations : organisation et économie familiales, droits et devoirs des enfants et des jeunes, éducation pour la santé, prévention et élimination de la violence familiale, relations intergénérationnelles (prise en charge et respect des personnes âgées).

93. Les processus de formation sont décrits ci-après.

94. Conseil national de l'adoption : élabore des mécanismes interinstitutionnels ayant un impact communautaire avec les représentants d'organismes publics et d'organisations non gouvernementales en abordant le sujet de l'adoption d'enfants.

i) En 2013, organisation de sept ateliers au Service des affaires autochtones de l'appareil judiciaire, pour les départements de Quetzaltenango, San Marco, Quiché et Chimaltenango ; et au tribunal pour enfants et adolescents de Huehuetenango et dans les locaux de l'ONG World Vision, pour les municipalités de San Raymundo et de Palencia ;

ii) En 2014, organisation de huit ateliers dans les locaux des juges de paix de Tactic, Alta Verapaz et de l'Église évangélique Vérité et Vie de Chimaltenango ; du Réseau municipal interinstitutionnel de l'enfance et de l'adolescence d'Escuintla, de Santa Lucia Cotzumalguapa et de Puerto de San José, ainsi que des responsables des antennes départementales du Secrétariat aux œuvres sociales de l'épouse du Président ; des agents du ministère public de Santa Eulalia, département de Huehuetenango ; des élèves inscrits en maîtrise de gestion du développement de l'enfant et de l'adolescent de l'Université Rafael Landívar ; et des élèves de l'École de travail social de l'Université de San Carlos de Guatemala et de l'Association Cristiana de Guatemala ;

iii) Organisation, entre janvier et avril 2015, de six ateliers pour l'Église évangélique Semilla de Bendición, Villa Nueva ; l'Église Tierra de Bendición, Mixco ; Coordination institutionnelle en faveur des droits de l'enfant, Réseau interinstitutionnel de l'enfance et de l'adolescence, Ciudad ; Réseau municipal de l'enfance et de l'adolescence de Chiquimula ; Église Vérité et Vie de Chimaltenango, et Église évangélique d'Even-Ezer.

¹⁹ Dispensée entre le 1^{er} juillet et le 19 août 2015.

95. Appareil judiciaire : processus de formation assurés par l'École d'études judiciaires.

i) Programme virtuel intitulé « Le droit de l'enfant à la santé dans l'optique des normes internationales relatives aux droits de l'homme », cours dispensé en 2014 sous forme virtuelle dans les locaux des antennes de Guatemala, Chiquimula et Quetzaltenango à l'intention des auxiliaires de justice et des juges.

ii) « Atelier consacré au respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme pour éviter la victimisation secondaire des enfants et adolescents », organisé en octobre 2015 à l'intention des juges de chambre, des juges de première instance et des juges de paix des départements d'Alta et de Baja Verapaz, de Guatemala, de Chimaltenango et d'Escuintla.

iii) « Atelier consacré au renforcement de la famille. Directives et protection de remplacement et adoption », organisé en novembre 2015 pour faire connaître aux agents des services judiciaires les droits consacrés par la Convention et la loi sur la protection complète de l'enfance et de l'adolescence. Atelier suivi par les juges pour enfants et adolescents et adolescents en situation de conflit avec la loi des départements de Guatemala, Sacatepéquez, Chimaltenango et Escuintla, ainsi que les juges de paix ayant compétence pour protéger contre la violence familiale les enfants qui en sont menacés ou victimes.

iv) Premier atelier régional intitulé « Défis de la justice pénale pour mineurs et état de droit en Amérique centrale », consacré à l'importance de la spécialisation des agents du système judiciaire et à l'importance de la formation des membres des organes judiciaires.

96. Police nationale civile : a créé une Sous-Direction des droits de l'homme et une École, services qui dispensent aux policiers une formation axée sur les droits de l'homme et gèrent l'aide fournie aux fins des activités de formation et des ateliers organisés dans d'autres institutions ; des activités de formation aux droits de l'homme axées sur la question du genre s'agissant de la femme et des enfants ont été assurées par l'intermédiaire de la Direction de l'éducation pour la paix et de la culture de paix de cette commission²⁰.

i) *Coopération avec la société civile (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 33)*

97. Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes a mené à bien divers programmes et activités en coordination et/ou en coopération technique et financière avec différentes organisations, à savoir l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Agence pour le développement international des États-Unis en ce qui concerne l'impression du texte de la loi sur la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes et son adaptation pour les enfants.

98. C'est ainsi qu'avec l'appui de ce secrétariat et du Bureau des droits de l'homme de l'Archevêché du Guatemala, le texte de cette loi tel qu'adapté a été distribué aux enfants et adolescents participant à la consultation pendant le processus d'élaboration du présent rapport et des matériels ludiques sur les droits de l'homme, afin d'appuyer le travail des enseignants et directeurs des écoles et associations participantes.

99. Le Ministère de l'éducation forge des alliances interinstitutionnelles avec le « Projet de développement Santiago » pour rassembler les efforts et renforcer le développement du « Bilinguisme, (de l')interculturalité, (de la) culture de paix, (des) droits de l'homme et (de l')égalité des sexes » grâce à la cession au Ministère, par le biais de la Direction générale de l'éducation bilingue interculturelle, des droits de publication de matériels éducatifs bilingues interculturels consistant en guides, cahiers de travail et manuels de la série « KemonChab'al » dans les différentes langues du pays.

²⁰ Annexe I, Tableaux et diagrammes. Activités de formation.

j) *Droits de l'enfant et entreprises (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 35)*

100. L'État a établi un cadre réglementaire par le biais du système guatémaltèque des zones protégées. De plus, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles est chargé de la surveillance et de l'évaluation de l'environnement.

101. De son côté, l'Institut national des forêts contrôle les industries, les scieries et les dépôts de produits forestiers et repère les entreprises ne respectant pas la réglementation environnementale.

102. Chargé de promouvoir une approche socioenvironnementale, le Ministère de l'énergie et des mines a mené des actions contribuant à préserver les droits des enfants et adolescents, en créant le Vice-Ministère du développement durable, auquel il incombe d'intégrer le développement durable dans les secteurs de l'énergie et des mines et qui se fixe à cet effet les objectifs ci-après :

- i) Développer les capacités techniques et institutionnelles permettant d'élaborer et d'appliquer des politiques, procédés, bonnes pratiques et partenariats publics-privés qui favorisent une gestion socioenvironnementale des projets supervisés par le Ministère de l'énergie et des mines ;
- ii) Mettre en place une coordination efficace et rapide avec les Directions des mines, de l'énergie et des hydrocarbures, qui favorise une gestion socioenvironnementale des projets relevant de la compétence du Ministère de l'énergie et des mines ;
- iii) Contribuer à prévenir la conflictualité et à en réduire le niveau et à prévenir l'apparition de conflits à moyen terme, grâce à la fourniture d'informations et à la mise en place d'instances de dialogue avec les communautés liées aux projets afin d'améliorer la connaissance et le traitement des questions environnementales et sociales.

103. Afin d'exercer un contrôle approprié des ressources naturelles, on a créé la Commission nationale de travail chargée de mettre en œuvre l'Initiative pour la transparence dans l'industrie extractive²¹, la loi n° 04-2012 de juillet 2012 confiant au Ministère de l'énergie et des mines la coordination exécutive de cette commission. Cette initiative représente une coalition mondiale de gouvernements, d'entreprises et d'organisations de la société civile qui s'emploient à améliorer l'accessibilité des ressources naturelles et la gestion responsable des revenus qu'elles génèrent, cette coalition s'inscrivant dans le contexte des politiques des différents États en tant que mécanisme susceptible d'améliorer la gouvernance du secteur extractif.

104. L'Initiative susmentionnée est fondée sur la concertation entre l'État, les entreprises et la société civile et sur la publication des paiements des entreprises ; ce qui est recueilli par la Direction générale de l'Administration fiscale est versé au Trésor public. Par ailleurs, les paiements non fiscaux effectués par les entreprises du secteur des hydrocarbures sont redistribués par le Ministère des finances aux conseils départementaux de développement et au Conseil national des zones protégées au bénéfice de la collectivité et des zones protégées, conformément à la loi FONPETROL.

105. En 2003, on a créé le Centre d'action pour la responsabilité sociale des entreprises au Guatemala, qui regroupe plus de 100 entreprises associées appartenant à plus de 20 secteurs d'activité économique et employant quelque 150 000 familles. L'idée de la responsabilité sociale des entreprises vise à faire de ce secteur un contributeur conscient et proactif au développement des personnes et des familles fondé sur des valeurs et le respect de la loi.

²¹ Décret n° 96-2012, annexe II.

106. Ainsi, la FUNCAFE (Fondation de la caféiculture pour le développement rural), Montana Exploradora, Minera San Rafael, la Fondation Telefónica, la Fondation AYUVI et l'Association des sucriers du Guatemala et les représentants d'autres secteurs d'activité encore mènent à bien d'importants projets qui ont un impact sur le développement et la prise en charge des enfants et adolescents, par le biais d'écoles, de leurs propres centres de santé, de bourses d'études et de programmes d'alimentation, d'éducation et de logement.

107. Dans cette optique, le secteur des entreprises s'est notamment engagé à faire participer activement un représentant de la Chambre d'agriculture aux travaux de la Commission nationale pour la prévention et l'élimination du travail des enfants, à charge pour cette chambre de faire en sorte qu'aucun enfant ou adolescent ne travaille dans les différentes activités auxquelles se livrent les entreprises qui en sont membres ou, s'il y en a, de leur faire reprendre le chemin de l'école. À l'appui de cette politique et en raison des migrations familiales internes concernant des personnes à la recherche d'un emploi, le Ministère de l'éducation facilite l'inscription hors délai dans les écoles et l'inscription d'enfants ayant dépassé l'âge normal.

108. À propos du thème des déchets, les enfants et adolescents de la région d'Izabal font savoir que « le travail dans les mines nuit à la santé des enfants ». Parlement des enfants et des adolescents.

k) Coopération internationale (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 37)

109. Entre janvier 2010 et avril 2015, le Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence a aidé les institutions du secteur public à mettre en œuvre la coopération internationale non remboursable aux fins de l'exécution de projets relatifs au développement intégral des enfants.

110. Le décret gouvernemental n° 17-2015 du 23 janvier 2015 a adopté la « Politique de coopération internationale non remboursable » formulée par le Secrétariat susvisé, politique qui incite à coordonner la coopération internationale avec le Programme national, fait de cette coopération un complément des activités de développement de l'État et la canalise à titre prioritaire vers l'appui financier, le renforcement des capacités institutionnelles et techniques, l'innovation technologique, le transfert des connaissances, l'appui au développement productif et la cohésion sociale.

111. On trouvera ci-joint²² le détail des accords de coopération conclus par l'État, gérés et contrôlés par le Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence pour en garantir la bonne exécution.

2. Définition de l'enfant (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 39)

112. L'adoption, le 5 novembre 2015, du décret n° 8-2015²³ a modifié le Code civil en interdisant les unions de fait en toutes circonstances et les mariages de personnes mineures, et en portant à 18 ans l'âge minimal du mariage pour les garçons comme pour les filles.

113. À cet égard, les articles 2 et 4 de ce décret modifient les articles 82 et 84 du Code civil, en prévoyant qu'à titre exceptionnel et pour des raisons valables, le mariage de personnes âgées de 16 ans révolus peut être autorisé par un juge compétent, qui doit entendre les mineurs au cours d'une audience unique avant de se prononcer.

114. Par ailleurs, la loi sur la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, promulguée par le décret n° 9-2009, a remanié l'article 173 du Code pénal, qui réprime l'infraction de viol, en indiquant que cette infraction est commise quand la victime, fille ou garçon, a moins de 14 ans. Sur cette base, tous les personnels de santé des centres

²² Annexe Tableaux et diagrammes, tableau 2, Coopération.

²³ Ci-joint, annexe II.

d'assistance sont tenus de dénoncer l'infraction, au moment où ils apprennent que des patientes de moins de 14 ans ont donné naissance à un enfant pour cette raison.

115. Pour l'État, le défi à relever consiste à faire admettre et appliquer les modifications par les agents des services judiciaires, les autorités et la société, et à mener une solide campagne de sensibilisation pour faire évoluer les conceptions et coutumes traditionnelles.

116. Les enfants et adolescents recommandent « de faire connaître la question des mariages précoces, surtout dans les zones rurales, où ce phénomène est majoritaire ».

3. Principes généraux

3.1 Non-discrimination (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 41 et 42)

117. En application de toutes les dispositions juridiques qui interdisent la discrimination, les mesures ci-après ont été prises :

i) La politique publique pour la cohabitation et l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, promulguée par le décret gouvernemental n° 143-2014, a été officialisée. Elle prévoit des actions devant contribuer à la construction d'un État pluriel, par l'identification et l'élimination des mécanismes du racisme et de la discrimination raciale ;

ii) « Politique nationale de promotion et de développement complet des femmes et plan pour l'égalité des chances 2008-2023 », promulguée par le décret gouvernemental n° 302-2009, visant à promouvoir le développement intégral des femmes mayas, garifunas, xincas et métisses dans les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle ;

iii) Le Bureau du Défenseur de la femme autochtone a impulsé la mise en œuvre du Programme coordonné en faveur des femmes mayas, garifunas et xincas, qui a pour objectif de reconnaître et valoriser la contribution des femmes à la préservation de la culture, à la construction de la paix, à la démocratie et au développement intégral ;

iv) La Politique nationale en faveur des sages-femmes des quatre peuples maya, garifuna, xinca et métis a pour objectif de reconnaître les sages-femmes dans le domaine de la santé maternelle et néonatale, en n'opérant aucune distinction fondée sur l'appartenance à l'un de ces peuples.

118. En 2002, l'article 202 *bis* du Code pénal a, en application du décret n° 57-2002, érigé en infraction la pratique de la discrimination, celle-ci étant définie comme toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique, la langue, l'âge, la religion, la situation économique, la maladie, le handicap, l'état civil, ou quelque autre motif ou circonstance que ce soit, qui empêcherait ou entraverait l'exercice, par toute personne, groupe de personnes ou association, d'un droit légalement établi, y compris en vertu du droit coutumier ou de coutumes, conformément à la Constitution et aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

119. Dans le cadre de sa politique d'éducation bilingue axée sur l'alphabétisation, le Comité national d'alphabétisation exécute son programme bilingue en 17 langues mayas et en garifuna.

120. Pour exécuter ce programme, le Comité dispose, au titre de la formation bilingue, de matériels établis dans les différentes langues mayas, ainsi que d'un personnel formé à la coordination des processus d'alphabétisation de la population. Il dirige depuis 2011 des processus d'alphabétisation culturellement adaptés à la population garifuna analphabète à Livingston, dans le département d'Izabal.

121. Le Ministère de la santé et de la protection sociale agit par l'intermédiaire de l'Unité des soins de santé des peuples autochtones et de l'interculturalité pour impulser des

processus axés sur l'intégralité et l'équité dans le domaine de la santé, en tenant compte de la diversité culturelle du pays et en mettant en œuvre les mesures ci-après :

I. Participation communautaire avec les organisations de base, et notamment :

- i) Consultation des accoucheuses traditionnelles de toutes les régions du pays aux fins de l'élaboration de la politique relative aux sages-femmes des quatre peuples ;
- ii) Dialogues interculturels avec les personnels de santé et les sages-femmes pour connaître, respecter et échanger les pratiques de santé des sages-femmes dans les communautés, l'accent étant mis sur la santé maternelle et néonatale.

II. Impulsion, dans le cadre de la loi pour une maternité sans risque, de la politique nationale des sages-femmes, qui vise à faire reconnaître les sages-femmes.

III. Variables d'auto-identification. Le Ministère de la santé et de la protection sociale, agissant par l'intermédiaire de l'Unité des peuples et du Système d'information pour la gestion de la santé, a inclus les variables d'auto-identification pour les peuples et communautés linguistiques dans les formulaires d'enregistrement des services. Il a élaboré le Guide des personnels de santé sur le registre d'auto-identification des personnes.

IV. Accompagnement fourni aux personnels de santé des premier et deuxième niveaux : il s'agit, avec la participation des sages-femmes de la localité, d'intégrer dans les services de base essentiels culturellement adaptés la fourniture de soins dans les langues autochtones, la prise en charge de l'accouchement naturel vertical et la consommation de boissons médicinales avant, pendant et après l'accouchement.

V. Incorporation de l'adéquation culturelle et de l'approche interculturelle comme axe transversal dans la réglementation du Ministère de la santé et de la protection sociale, l'accent étant mis sur les soins de santé maternelle et néonatale.

VI. Orientation de l'action des personnels de santé dans le sens d'une prestation de soins qui soit culturellement adaptée et interculturelle.

122. Paroles d'enfants et d'adolescents : « Sur les terrains de jeux et de sport, nous souffrons de discrimination à cause de notre situation économique ».

Dans le cadre de la consultation, les enfants de l'Association Resplandece et les élèves de l'école El Prado d'Amatitlán vivent dans un secteur marqué par des conditions économiques difficiles. Les aires de loisirs sont publiques, mais les enfants indiquent qu'ils souffrent de discrimination parce qu'ils ne disposent pas des mêmes ressources que les autres enfants qui fréquentent les terrains de sport.

123. Quant à la suite à donner à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, la Constitution établit que tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et en droits. L'égalité des chances et des responsabilités entre l'homme et la femme, quel que soit leur état civil, est garantie. Nul ne peut être tenu en servitude ni soumis à aucune autre condition portant atteinte à sa dignité.

124. En vertu de l'article 66 de la Constitution, le pays est constitué de divers groupes ethniques et l'État reconnaît, respecte et favorise leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs traditions, leur organisation sociale, le port des costumes traditionnels pour les hommes et les femmes, ainsi que l'usage de leur langue et de leur dialecte.

125. Il en découle, dans l'optique de l'adoption des lois, que même si celles-ci n'expriment pas spécifiquement la lutte contre la discrimination et le racisme, elles favorisent, par l'intermédiaire des actions qu'elles enclenchent, l'inclusion économique et sociale dans le pays, comme dans le cas des lois ci-après :

- i) Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle²⁴, qui met en place le cadre de protection du droit à l'alimentation. Son article 2 proscriit toute forme de discrimination en matière d'accès à l'alimentation.
- ii) Loi sur le registre cadastral²⁵, pour honorer l'engagement pris dans l'Accord sur les aspects socioéconomiques et la situation agraire. Cette loi incite à modifier la législation.
- iii) Loi-cadre sur les Accords de paix²⁶, visant à établir des règles et des mécanismes qui réglementent le processus de mise en œuvre des Accords, comme le devoir constitutionnel de protection de la personne, de la famille et de la population, qui garantit la vie, la liberté, la justice, la sécurité, la paix et le développement complet.
- iv) Loi organique sur le budget²⁷, qui prévoit que l'exécution du budget applique des critères budgétaires axés sur la condition féminine, les peuples autochtones, l'éducation et la réduction de la malnutrition ; en conséquence, les institutions sont tenues d'indiquer les finalités, les résultats à atteindre et la population bénéficiaire en fonction du sexe, de l'ethnie, de l'âge et de la localisation géographique. Les institutions concernées disposent ainsi d'un budget exécuté jusqu'en novembre 2015 de 63 199 494,82 millions de quetzales²⁸.

126. La Commission présidentielle contre la discrimination et le racisme à l'égard des peuples autochtones du Guatemala, le Bureau du Défenseur de la femme autochtone et le Fonds de développement autochtone sont chargés d'établir des plans et des politiques visant à éliminer la discrimination et le racisme.

127. À cet égard, ils s'emploient, en collaboration avec les organisations autochtones et celles de la société civile, à formuler la « Politique publique pour la cohabitation et l'élimination du racisme et de la discrimination raciale », qui vise à canaliser les énergies en faveur de la construction d'un État pluriel en reconnaissant la diversité des communautés culturelles, et qui s'articule autour de quatre axes, à savoir l'axe socioéconomique, l'axe politico-juridique, l'axe culturel et l'axe de la formation citoyenne.

128. En sa qualité d'organe de planification de l'État et d'institution d'appui aux prérogatives de la présidence, le Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence participe à la formulation de la politique générale de développement du Gouvernement. Il propose des principes directeurs visant à orienter les processus de planification annuelle et pluriannuelle, en engageant les entités du secteur public à prendre en compte le principe de l'équité entre les hommes et les femmes dans le travail de programmation, en prenant comme critères le sexe, l'appartenance ethnique, le groupe d'âges et le territoire où les écarts sont les plus grands.

129. Depuis 2014, on incorpore des contenus relatifs à la réalisation des droits des peuples autochtones dans les instruments de planification territoriale, le plan d'exécution annuel et pluriannuel, les orientations politiques stratégiques et les règles en matière d'investissement public.

130. Le Système national d'investissement public a été établi à partir d'une approche fondée sur les droits et son règlement contient notamment des critères conformes à l'équité et respectueux des droits des peuples autochtones.

131. L'Institut national de la statistique a intégré à tous les instruments d'enquête des variables qui permettent une ventilation par sexe et une auto-identification selon

²⁴ Décret n° 32-2005.

²⁵ Décret n° 41-5002.

²⁶ Décret n° 52-2005.

²⁷ Décret n° 101-97 et ses modifications dans le décret n° 9-2014 du Congrès.

²⁸ Annexes Tableaux et diagrammes, tableau 3.

l'appartenance à un peuple et à une communauté linguistique et la zone géographique. Il a créé le Bureau sectoriel de statistiques transversales relatives au genre et à l'appartenance à un peuple, chargé du fonctionnement de l'enregistrement statistique axé sur le genre et l'appartenance à un peuple, de l'analyse des données ainsi recueillies et de la formation en vue de la prise en compte de ces questions dans l'enregistrement statistique.

132. Le Plan « Katun », élaboré en 2013 et 2014 avec la participation et les conseils de représentants des peuples maya, garifuna et xinca, est un instrument de planification axé sur les activités de l'État dans le cadre des mesures à prendre en faveur des peuples autochtones, à savoir : a) réduire les écarts observés en matière d'accès des peuples autochtones à l'éducation et aux soins de santé intégrés en mettant l'accent sur la nutrition, la baisse de la morbidité et de la mortalité maternelles et infantiles, et les soins de santé complets en matière de sexualité et de procréation, et en garantissant la prestation de services culturellement et linguistiquement adaptés ; b) améliorer la couverture et l'extension territoriale des programmes scolaires culturellement adaptés, dans les garderies et les centres préscolaires comme dans les établissements primaires, l'accent étant mis sur les fillettes pauvres et les autochtones ruraux ; et c) augmenter la couverture de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, compte tenu des caractéristiques socioculturelles de chaque localité.

133. Outre les activités qu'il déploie dans le domaine de l'éducation bilingue, le Ministère de l'éducation a prévu d'élaborer des outils d'évaluation linguistique, d'éditer des manuels sur l'environnement social et naturel, et d'imprimer des manuels de communication et de langue dans les langues xinca et en garifuna.

134. En ce qui concerne la formation, on signalera en particulier les processus de formation engagés auprès des agents de l'État et de la société civile, à savoir :

a) Un cursus de troisième cycle intitulé « Programme de recyclage relatif aux droits de l'homme, aux droits des peuples autochtones, au racisme et à la discrimination raciale » à l'intention des agents des services judiciaires, principalement de l'appareil judiciaire et de l'Institut de la défense publique en matière pénale²⁹ ;

b) Activités de formation sur « Les droits de l'homme, le racisme et la discrimination » à l'intention des agents de différents organismes publics et des jeunes membres d'organisations de la société civile, afin de contribuer à la formation du capital humain conscient de l'importance pour les peuples vivant sur le territoire du Guatemala de vivre en harmonie ;

c) Journées de formation sur « La discrimination et le racisme » ;

d) Activité de formation intitulée « Les droits de l'homme, la discrimination, le racisme et l'autonomisation économique des femmes » ;

e) Atelier sur « L'identité et les droits des peuples autochtones dans le système judiciaire ».

135. En ce qui la concerne, la Cour suprême a, par le décret n° 112-2009, créé l'Unité des affaires autochtones de l'appareil judiciaire. Devenue opérationnelle en février 2012, cette unité fonde son action sur la Constitution, la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les Accords de paix. De même, les Bureaux municipaux de l'enfance de Sololá et de Cobán ont joué un rôle important pour que les affaires impliquant des enfants et adolescents autochtones reçoivent toute l'attention voulue.

136. À cet égard, cette unité dispose depuis août 2013 d'un Centre d'interprétation et de traduction autochtone, qui coordonne l'activité des interprètes officiels des différentes régions du pays, pour faciliter l'accès de toute personne à la justice dans sa propre langue.

²⁹ La sixième promotion de ce cursus a eu lieu en 2015.

Ce centre gère le système d'affectation d'interprètes, ce qui lui permet de contrôler, d'affecter et de former les interprètes. Les services fournis par ces derniers sont optimisés en présentiel, en itinérance ou par visioconférence.

3.2 Intérêt supérieur de l'enfant (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 44)

137. En 2010, le Ministère de l'éducation a organisé cinq ateliers de formation à la méthode d'utilisation des manuels de la série « Si nous apprenons ensemble et dans les mêmes conditions, notre vie sera meilleure », ateliers auxquels ont participé 215 enseignants en poste dans différentes régions du pays³⁰.

138. On a organisé des rencontres de parents dans les départements de Chimaltenango, de Huehuetenango, d'Alta Verapaz et d'El Quiché pour valider le prototype de cahiers de travail sur la situation de la fillette autochtone et des zones rurales, produit en quatre langues : kaqchikel, mam, q'eqchi' et kiche.

139. Le Ministère de l'éducation a entrepris de collaborer avec le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes pour dispenser une formation à la prévention de la traite des personnes dans la municipalité de San Juan Sacatepéquez, à Asunción Chivoc, à Villa la cumbre, dans le secteur 5 de la localité de Sajcavilla et dans les locaux du groupe familial éducatif pour le développement Lo de Carranza, dans la localité Lo de Mejía. Cette formation a été suivie par 120 personnes, ce qui a permis à l'institution publique de bénéficier de l'appui normatif et politique nécessaire pour intégrer dans ses processus de planification et de programmation des éléments relatifs au développement des droits des peuples autochtones.

140. Depuis 2014, on incorpore des contenus relatifs à la réalisation des droits des peuples autochtones dans les instruments de planification territoriale, le plan d'exécution annuel et pluriannuel, les orientations politiques stratégiques et les règles en matière d'investissement public.

141. En outre, on a présenté l'un des contenus élaborés avec les enfants et adolescents consultés lors de l'établissement du présent rapport, à savoir le choix des droits consacrés par la Convention comme introduction à la réalisation ultérieure des activités ludiques basées sur leurs droits. On a parallèlement remis des matériels didactiques aux enseignants, responsables et directeurs des centres scolaires et des associations.

3.3 Droit à la vie et à la survie (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 46 et 48)

142. Jouant un rôle de premier plan en matière de protection de l'enfance, le Secrétariat à la protection sociale de la présidence met en œuvre la Politique globale de prise en charge des enfants et adolescents vivant dans la rue, qui offre une protection et des perspectives de prise en charge intégrale dans le cadre du programme « Casa Joven », qui vise à protéger les enfants contre la violence et en leur faisant adopter un mode de vie sûr et sain, à réduire les possibilités de les voir former des bandes, commettre des actes de violence ou de délinquance ordinaire, s'intégrer au crime organisé ou consommer de la drogue, et, ce faisant, à prévenir la mort et le meurtre parmi les enfants.

143. À cet égard, la politique Pacte pour la sécurité, la justice et la paix implique la prévention de la délinquance chez les adolescents. Dans le cadre de cette politique, le Ministère de l'intérieur exécute les programmes ci-après :

- **Tour 24-0**, pour développer des aptitudes et des compétences et promouvoir une culture de paix de 24 heures, avec 0 mort violente. Seize mille jeunes ont bénéficié de ce programme exécuté dans huit communes et deux départements.

³⁰ Dans les départements d'El Quiché, de Huehuetenango, de San Marcos, d'Alta Verapaz, de Santa Rosa, de Chimaltenango, de Sololá, de Quetzaltenango et de Guatemala, rapport d'activité du Ministère de l'éducation pour 2010.

- **Service civique social**, découlant des initiatives prises en ce qui concerne le thème de la sécurité et de la justice pour la jeunesse.

144. Par l'intermédiaire du Département spécialisé pour les enfants et les adolescents, la Sous-Direction générale de la prévention des infractions de la Police nationale civile élabore, coordonne et exécute des programmes d'éducation préventive auprès des enfants et adolescents.

145. En 2015, on a exécuté deux projets, à savoir le projet Namahan Carmona, qui promeut la formation permanente en donnant des directives aux policiers, en les sensibilisant et leur inculquant la capacité de jugement nécessaire en ce qui concerne les droits des enfants et adolescents, et en utilisant l'« Heure de l'Académie ». Ce projet a été exécuté dans 27 commissariats de police, dans les postes de police et dans d'autres services de police.

146. L'exécution du projet de formation offre aux policiers en poste dans les commissariats les outils théoriques et méthodologiques leur permettant de fournir un service légal spécialisé aux enfants et adolescents qui, pour une raison ou pour une autre, requièrent l'intervention de la police. Les policiers sont tenus de protéger la sécurité des victimes d'infractions de violence sexuelle, d'exploitation et de traite des personnes et de respecter le protocole de gestion de ces cas, dans le respect des droits fondamentaux des enfants et adolescents.

147. À ce programme s'ajoutent des ateliers organisés dans des domaines relatifs à la loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes en lien avec la loi sur la protection complète de l'enfance et de l'adolescence et la loi sur le système d'alerte Alba-Keneth, et qui se tiennent dans des centres éducatifs à l'intention des secteurs vulnérables et de la société civile, qu'il s'agit de sensibiliser pour promouvoir une culture de signalement des infractions et réduire l'incidence de la criminalité.

148. À cet égard, sur un total de 4 193 enfants et adolescents libérés grâce au système d'alerte Alba-Keneth entre 2010 et 2014, 3 168 cas avaient été pris en charge par la Police nationale civile³¹.

149. Par ailleurs, la Police fait état de 134 personnes détenues dans des affaires d'homicide d'enfant entre 2010 et 2015³².

150. Pour 2013, l'appareil judiciaire indique avoir traité 10 008 affaires, dont 9 670 l'ont été par le Tribunal de première instance pour les enfants et les adolescents et 338 par la Cour d'appel pour enfants, à quoi viennent s'ajouter 304 affaires examinées pour la première fois par les juridictions pénales.

151. Pour 2014, l'appareil judiciaire indique avoir traité 13 247 affaires, dont 12 978 l'ont été par le Tribunal de première instance pour les enfants et les adolescents et 269 par la Cour d'appel pour enfants, à quoi viennent s'ajouter 230 affaires nouvelles.

152. Les enfants et adolescents font savoir que « l'on ouvre des bureaux municipaux pour les enfants, mais les enfants et adolescents qui s'en occupent bénéficient du concours et du soutien des adultes ».

153. En ce qui concerne la malnutrition chronique parmi les jeunes enfants, le Ministère de la santé et de la protection sociale a ouvert des centres de récupération nutritionnelle dans les départements du Guatemala et en faveur de la population rurale et autochtone.

154. Entre 2010 et 2013, le Ministère a entrepris d'identifier les cas de malnutrition aiguë dans les 29 zones de santé du pays ; élaboré le protocole de prise en charge intégrale de la santé dans une optique interculturelle pour les filles et garçons victimes de maltraitance ; et formé des professionnels dans les 29 zones de santé et le réseau de pédiatrie afin

³¹ Annexe Tableaux et diagrammes, tableaux 4 et 5.

³² Ibid., tableau 6.

d'harmoniser la prise en charge intégrale, en faisant de ce protocole un outil de formation continue pour les équipes qui sont au service de la population. Ce programme a été évalué en 2013 et la deuxième édition a été diffusée.

155. On a adopté la loi pour une maternité saine et son règlement d'application³³ pour mettre en place des mécanismes destinés à améliorer la santé et les conditions de vie des femmes et du nouveau-né par un accès universel, en temps utile et gratuit à des renseignements et des services de qualité avant et pendant la grossesse.

156. Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle met en œuvre la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour offrir un cadre stratégique coordonné, efficace et permanent à l'intervention du secteur public, de la société civile et des organismes de coopération internationale destinée à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

157. Cette politique définit des objectifs alignés sur les domaines d'intervention couverts par le système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle :

- i) Disponibilité et approvisionnement ;
- ii) Système national d'information ;
- iii) Accès économique, physique, biologique et culturel ;
- iv) Consommation quotidienne suffisante en quantité et en qualité ;
- v) Prévention et traitement des problèmes nutritionnels ;
- vi) Utilisation biologique optimale ;
- vii) Qualité des aliments, hygiène, innocuité, valeur nutritionnelle, adéquation culturelle ;
- viii) Politiques et mécanismes de coordination entre institutions nationales et internationales.

158. En 2012, il a été convenu avec tous les secteurs du pays que la malnutrition était un problème auquel il fallait faire face au niveau de l'État, ce qui a conduit à élaborer une feuille de route sur la manière de venir à bout de ce fléau, appelée Plan du Pacte Faim zéro, qui donne un degré de priorité élevé à l'intervention des institutions publiques en fonction des ressources financières, technologiques, matérielles et humaines dont elles disposent, ces ressources devant être employées résolument à faire reculer la malnutrition chronique et à éviter les décès liés à la faim.

159. Par le truchement du Ministère du développement social et du Ministère de la santé et de la protection sociale, on met en œuvre en les regroupant des politiques et des programmes se rapportant à la malnutrition, en se fondant sur des plans qui orientent l'action de l'État et les mesures essentielles à prendre en matière de nutrition dans le cadre du Programme « Fenêtre des mille jours », à savoir :

- i) Œuvrer à la promotion de la nutrition maternelle et de l'allaitement au sein ;
- ii) Promouvoir l'amélioration de l'alimentation complémentaire ;
- iii) Intégrer le critère de la supplémentation en micronutriments ;
- iv) Favoriser la fortification des aliments de base en micronutriments ;
- v) Promouvoir l'agriculture familiale, sur la base de l'égalité des sexes et de l'interculturalité ;
- vi) Mettre en place des systèmes d'information pour le contrôle du dispositif d'aide alimentaire et nutritionnelle et d'alerte rapide.

³³ Décret n° 32-2010 et décret gouvernemental n° 65-2012, respectivement.

160. Pour améliorer le contrôle et la transparence de l'exécution des programmes sociaux, on a créé le registre unique des bénéficiaires, qui est l'une des composantes du système national d'informations sociales. Celui-ci comporte une base unique de données sur les bénéficiaires, les données de référence et des indicateurs d'impact aux fins de la conception, de l'exécution et de l'harmonisation du système national de développement social en milieu urbain et rural.

161. Un cadre juridique a assurément été mis en place pour garantir la transparence de l'exécution des programmes, mais, pour 2015, les institutions ont pâti des changements internes à répétition, de l'insuffisance des ressources financières et de l'affaiblissement des institutions publiques du fait des affaires de corruption à propos desquelles des procédures judiciaires ont commencé à être engagées cette année-là.

162. En novembre 2015, le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a approuvé le « Plan stratégique de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2016-2020 », qui se propose d'assurer durablement, aux niveaux local, municipal, départemental, régional et national, le bon fonctionnement des organes du Système national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de renforcer de manière globale et progressive la résilience de la population, des systèmes et des territoires face aux menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

163. Paroles d'enfants et d'adolescents : « C'est triste de voir que l'on exporte les meilleurs produits et que les habitants doivent se contenter des plus mauvais », « Nous avons tous un bout de terrain à côté de la maison où nous avons des semis, mais nos mères vendent les produits ou les animaux et nous servent des soupes instantanées ».

Compte tenu de ce qui précède, l'État organise des ateliers de formation dans le cadre du programme « Consommation adéquate d'aliments » relevant du volet Éducation et santé du programme Mi Bono Seguro dispensé aux familles habilitées, et assure la promotion de l'agriculture familiale axée sur la question du genre et l'adéquation culturelle.

3.4 Respect des opinions de l'enfant (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 50)

164. Le Ministère de l'éducation prend, par l'intermédiaire des écoles, des mesures adéquates pour promouvoir et concrétiser la participation des enfants et des adolescents.

165. En 2013, on a organisé, avec l'appui de l'UNICEF, des colonies de vacances dans les départements d'Alta Verapaz, San Marcos et Quetzaltenango pour les enfants scolarisés dans le primaire, afin de renforcer leurs connaissances en matière de prévention des risques ; 400 élèves y ont participé. Entre autres mesures, le Ministère de l'éducation élabore le programme « Conociéndonos los Guatemaltecos » (Les Guatémaltèques font connaissance), qui contribue au développement complet des élèves, favorise la création d'espaces pour des activités physiques, récréatives et sportives et donne aux enfants la possibilité de faire des expériences leur ouvrant de nouvelles perspectives. Ce programme est exécuté dans l'ensemble du pays.

166. La redéfinition des concepts, stratégies et actions qui orientent le redimensionnement de l'éducation bilingue interculturelle dans le système éducatif national, l'accent étant mis sur le « développement des connaissances des peuples », concrétise la planification des programmes d'études au niveau régional des peuples maya, garifuna et xinca et de leur phase d'application aux niveaux de l'enseignement préprimaire, primaire et de base.

167. En ce qui concerne la justice et l'administration, le décret n° 34-2015 de la Cour suprême remanie les dispositions régissant la protection procédurale des enfants et adolescents, pour qu'il soit tenu compte de leurs opinions et de l'intervention de l'équipe multidisciplinaire et que les juges pour enfants et adolescents tranchent en conséquence.

168. De même, la Cour suprême indique qu'en ce qui concerne les jugements, leur nombre a augmenté de 43 % entre 2009 et 2013, puisque 1 472 jugements ont été rendus en 2013, contre 1 032 en 2009.

169. À cet égard, une comparaison des audiences et des jugements entre 2009 et 2014³⁴ a montré que leur nombre a augmenté de 21 % et de 37 %, respectivement ; cette augmentation s'explique notamment par l'application de la procédure orale à la justice pour mineurs et au fait que certains tribunaux sont devenus des cours composées de plusieurs juges, ce qui a permis de programmer et de tenir un plus grand nombre d'audiences pour le règlement des affaires. En 2014, on a créé quatre tribunaux pour enfants et adolescents dans les départements de Sacatepéquez, Santa Rosa, Jalapa et San Marcos. On a également créé l'Unité des enfants et adolescents en situation de conflit avec la loi pénale aux fins de l'exécution de la politique judiciaire élaborée par la Cour suprême pour 2009-2014.

170. Conformément aux dispositions légales et aux indications fournies par la Cour suprême, les juges spécialisés dans la justice pour mineurs se prononcent sur les affaires impliquant des enfants ou adolescents en tenant compte du principe du respect des opinions de l'enfant, ce qui a été illustré par l'adoption du décret-loi n° 8-2015, qui, entre autres dispositions, a modifié l'article 84 du Code civil en établissant que le juge compétent doit entendre les mineurs et se prononcer sur la base de leurs requêtes.

171. « Que les opinions de l'enfant soient prises en considération dans la prise de décisions concernant des questions qui les impliquent ou les visent directement ».

4. Libertés et droits civils

4.1 Enregistrement des naissances (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 52)

172. Pour garantir l'enregistrement et l'identification des enfants à la naissance, des accords de coopération ont été conclus entre l'Administration du registre national de population, le Ministère de la santé et de la protection sociale et l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, et des mémorandums d'accord ont été signés avec certains hôpitaux privés, afin d'assurer le fonctionnement des bureaux de l'Administration du registre national de population et, partant, l'enregistrement rapide des naissances et des décès.

173. L'Administration du registre national de population a entrepris d'exécuter à titre expérimental le projet de système d'alerte avancée pour les naissances, devant permettre d'enregistrer les naissances assistées par des sages-femmes dans les zones rurales du pays. Elle a de même pris des mesures pour faire enregistrer sans délai les naissances par des unités mobiles, pouvant ainsi toucher plus particulièrement les zones rurales.

174. L'Administration du registre national de population, le Secrétariat à la protection sociale de la présidence, le Ministère de l'éducation et les associations qui s'occupent du développement complet des enfants, de la protection de leurs droits et de l'amélioration de leurs conditions de vie ont uni leurs efforts pour améliorer l'enregistrement des naissances, ont procédé à des enregistrements hors délai afin d'éliminer le sous-enregistrement et ont lancé des campagnes de sensibilisation et de formation dans le cadre de l'exécution du Plan national d'élimination du sous-enregistrement, en mars 2013. C'est ainsi qu'en 2014, 57 659³⁵ naissances ont été enregistrées hors délai en collaboration avec les maires, les chefs locaux, les organismes publics, les organisations internationales, les églises et les volontaires, résultat illustré par l'identification de la population des 21 municipalités de Quiché.

³⁴ Annexes Tableaux et diagrammes, diagramme 1.

³⁵ Annexes Tableaux et diagrammes, tableau 7.

175. À la fin de 2014, l'Administration du registre national de population avait enregistré 5 217 412 naissances³⁶.

176. Les enfants et adolescents recommandent de « rendre les bureaux de l'Administration du registre national de population itinérants une fois par mois pour les envoyer dans les régions, non seulement dans les grandes villes, mais aussi dans les zones rurales pour y enregistrer les naissances et les décès une fois par mois ».

4.2 Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 54)

177. Le décret n° 9-2009 du Congrès a ajouté un article 150 *bis* au Code pénal, intitulé *Maltraitance à personnes mineures*, aux termes duquel « toute action ou omission de nature à causer à une personne mineure ou déficiente mentale un préjudice physique ou psychologique, à lui faire contracter une maladie ou à lui faire courir le risque de subir un tel préjudice ou de contracter une maladie est passible d'une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement, sans préjudice des sanctions applicables au titre d'autres infractions ».

178. On se dispose à adopter le projet de loi sur la promotion d'une vie sans violence dans les établissements scolaires, projet au sujet duquel la Commission des mineurs et de la famille a donné un avis favorable.

179. Le Conseil national de l'adoption met en œuvre des mesures en faisant appliquer par les représentants, les responsables et le personnel de première ligne les « Normes » permettant d'identifier tout acte de violence commis par les parents ou le personnel contre les enfants. Dans l'exercice de ses fonctions, ce conseil effectue des contrôles dans les foyers de protection privés et des évaluations psychologiques des enfants qui y sont accueillis.

180. Le Conseil organise des ateliers d'information et de formation à l'intention des représentants des foyers de protection pour renforcer et appliquer les bonnes pratiques de prise en charge et de discipline positive vis-à-vis des enfants accueillis dans des centres d'accueil temporaire.

181. Les résultats des mesures mises en œuvre sont les suivants :

- i) Les « Normes » étant axées sur le respect, la dignité et la sécurité des enfants et adolescents, les intéressés doivent concentrer leur attention sur leur application ;
- ii) Faire établir par des travailleurs sociaux et des psychologues des rapports sur le suivi de la population prise en charge, qui fassent état des opinions d'un groupe d'enfants et d'adolescents évalués ;
- iii) On se rend compte que les foyers doivent pousser plus loin la mise en œuvre des pratiques d'action minimales énoncées dans les « Normes », pour assurer leur fonctionnement.

182. Pour renforcer les foyers de protection privés, le Conseil national de l'adoption organise des ateliers d'information et de formation, lors desquels sont notamment présentés les lois nationales et les instruments internationaux ratifiés par le Guatemala.

183. Par l'intermédiaire des « Normes », le Conseil interdit, entre autres, les mesures disciplinaires excessives, humiliantes et propres à terroriser les enfants, comme le stipule la Norme 15, concernant la cohabitation harmonieuse, sous-alinéa 2) de la section consacrée aux mesures de discipline.

184. Il renforce et met en œuvre les bonnes pratiques liées à une prise en charge adéquate et à la discipline positive :

³⁶ Ibid., tableau 8.

- iv) La loi sur les adoptions, son règlement d'application et les « Normes » sont axés sur un retour dans la famille si cela est possible ou, dans le cas contraire, sur un processus de vie indépendante ;
- v) Les « Normes », axées sur le respect de la dignité et de la sécurité des enfants et adolescents ;
- vi) Visites d'évaluation effectuées dans les foyers d'accueil pour faire le point des mesures disciplinaires qui y sont appliquées.

185. Le Ministère de la santé et de la protection sociale a lancé des campagnes de sensibilisation et d'information au sein de la population et a élaboré un triptyque axé sur le traitement équitable des enfants et adolescents, afin d'éliminer l'idée de mesures de discipline et de pratiques violentes à l'égard des mineurs.

4.3 Suite donnée à l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 55)

186. L'interdiction des châtiments corporels a été introduite dans le Code pénal avec le nouvel article 150 *bis*, dont il a été question plus haut.

187. Le 16 mars 2009, le Congrès a, en adoptant le décret n° 09-2009, promulgué la loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, pour prévenir, réprimer, punir et éliminer la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, prendre en charge et protéger leurs victimes et les dédommager des pertes et préjudices subis par elles³⁷.

188. En 2013, le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes a mis en application le Programme de formation et de sensibilisation dans les centres éducatifs du Ministère de l'éducation. Ce programme prévoit des formations axées sur les volets prévention, poursuites, sanction et prise en charge, conformément à la loi susvisée. Ces formations sont dispensées par des psychologues, des travailleurs sociaux et des juristes. Ce programme a été exécuté sans interruption en 2013 et 2014 et, pour 2015, jusqu'à ce jour³⁸.

I. Le Ministère de l'éducation gère des programmes en faveur des adolescents et des jeunes, axés sur le renforcement des personnels de santé grâce à des formations basées sur des informations actualisées (conformes à la médecine factuelle), ainsi que sur des éléments permettant d'améliorer les résultats des personnels de santé, de manière qu'ils fournissent des soins de qualité aux adolescents. Ces programmes sont notamment les suivants :

- i) En 2014, le Ministère a mis en place une activité de formation sur les normes de prise en charge complète des adolescents, à l'intention du personnel des 17 secteurs sanitaires ci-après : Huehuetenango, San Marcos, Quiché, Alta Verapaz, Zacapa, Chiquimula, Jutiapa et Centre, Nord-Ouest, Escuintla, Baja Verapaz, Izabal, Petén, Quetzaltenango, Sololá et Retalhuleu ;
- ii) 206 professionnels de santé ont suivi cette formation grâce à la plateforme virtuelle du Ministère de la santé et de la protection sociale.

189. Le Secrétariat à la protection sociale de la présidence, agissant par l'intermédiaire de la Sous-Direction de la réinsertion et de la resocialisation, garantit la réadaptation des jeunes et assure leur préparation à la vie active et à un travail productif et leur dispense une formation en matière de prévention de la violence dans le cadre des programmes ci-après :

- i) Programme relatif à la privation de liberté, destiné aux adolescents en situation de conflit avec la loi pénale. Il est dispensé dans les quatre centres de

³⁷ Annexe I. Loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes.

³⁸ Annexe Tableaux et diagrammes, tableau 9.

détention suivants : Centre de détention provisoire pour mineurs, Centre de détention provisoire pour garçons mineurs, Centre de détention provisoire pour garçons mineurs II, Centre de privation de liberté pour filles mineures ;

ii) Programme de mesures socioéducatives avec octroi d'allocations, exécuté dans des centres de détention spécialisés dans l'accueil d'adolescents, lesquels sont pris en charge sur les plans psychosocial, éducatif, thérapeutique et de la formation professionnelle.

190. Le Secrétariat a dispensé trois formations à 300 collaborateurs des centres de privation de liberté sur le thème « Droits fondamentaux des enfants et des adolescents sous l'angle de la gestion publique de la récidive, de la médiation et du règlement des conflits »³⁹.

5. Environnement familial et protection de remplacement

5.1 Milieu familial (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 57)

191. En 2008, l'État a mis en application le Programme de transferts monétaires assortis de conditions « Ma famille progresse » (*Mi familia progresa*), créé par le décret gouvernemental n° 117-2008 du 16 avril 2008, pour réduire les niveaux de pauvreté en appliquant le principe de la coresponsabilité dans la mise en œuvre et l'amélioration de l'accès des familles bénéficiaires, dans le cadre d'une politique de gratuité des services d'éducation, de nutrition et de santé. Ce programme a contribué à protéger la santé et la nutrition des familles ayant des enfants âgés de 0 à 6 ans et a élevé les niveaux de fréquentation scolaire des enfants âgés de 6 à 15 ans.

192. En 2012, en vertu du décret gouvernemental n° 150-2012, le fidéicomis du fonds social de « Ma famille progresse » est devenu *Mi Bono Seguro*. En faisant en sorte que les enfants et adolescents aient accès à l'éducation et, en particulier, au niveau de base, ce programme a visé les familles rurales. Outre la prise en charge des maladies de l'enfance, il a englobé les soins prénatals.

5.2 Enfants privés de milieu familial (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 59)

193. Le Conseil national de l'adoption se fonde sur les « Normes » pour mettre l'accent sur le renforcement et l'importance du regroupement familial sur la base des normes d'évaluation biopsychosociale, du projet de vie, du plan de vie, des liens avec la famille d'origine, de l'accueil des frères et sœurs et de la cohabitation harmonieuse, et de la finalisation de l'accueil.

194. Les inspections effectuées dans les foyers de protection de l'enfance permettent de vérifier le développement complet des personnes qui leur sont confiées, et de s'assurer que ces dernières bénéficient bien des soins, de l'alimentation et des services de santé et d'éducation nécessaires, ainsi que des conditions physiques et sanitaires appropriées.

195. Les résultats des mesures prises par le Conseil national de l'adoption sont les suivants :

i) Entre 2010 et 2014, les travailleurs sociaux et les psychologues ont présenté des rapports concernant 534 inspections effectuées, qui portent sur l'état des infrastructures, les conditions sanitaires, les programmes de soins adaptés aux profils pris en charge et le fonctionnement des foyers ainsi inspectés ; les conclusions de

³⁹ Rapport d'activité du Secrétariat à la protection sociale de la présidence, 2013. Formations dispensées avec l'appui de l'Institut d'études comparées du Guatemala, de l'Université de San Carlos de Guatemala, de la COPREDEH, de l'Institut national d'administration publique et de l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence de l'Organisation des États américains (OEA).

ces rapports sont communiquées aux responsables d'un foyer qui vient d'être inspecté afin qu'il soit donné suite aux recommandations qui y sont formulées.

ii) Au cours de la même période, on a organisé 39 ateliers de formation et d'information. Des conseils d'ordre psychosocial et juridique sont dispensés à toutes les mères et/ou tous les pères qui sont confrontés à des difficultés en tant que parents et qui souhaitent se détacher de leur enfant de manière volontaire ; les conseillers leur font alors comprendre l'importance de la préservation de la famille et les conséquences de l'adoption.

iii) Depuis 2012, des ateliers d'information et de formation ont été organisés à l'intention de professionnels de la santé et de l'éducation, de chefs religieux et communautaires, d'agents des services judiciaires et d'organismes s'occupant des enfants et des femmes, afin d'éviter les abandons dégradants.

196. Le Secrétariat à la protection sociale de la présidence mène des activités éducatives, récréatives, d'orientation professionnelle et de stimulation précoce à l'intention des enfants et adolescents, principalement pour assurer le développement complet de la population des foyers ci-après :

- i) Virgen de la Asunción, qui accueille les enfants et adolescents âgés de 0 à 18 ans ;
- ii) Foyers d'accueil temporaire dans les villes de Quetzaltenango et de Zacapa, qui accueillent les enfants et adolescents âgés de 0 à 12 ans ;
- iii) Centre d'accueil et de bien-être général, qui accueille les enfants et adolescents âgés de 5 à 18 ans, atteints d'incapacité mentale modérée, avancée, sévère et profonde, en situation d'abandon ou orphelins.

5.3 Adoption (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 61, 63 et 65)

197. Le Conseil national de l'adoption promeut l'adoption comme un processus gratuit et transparent conforme à la loi, fournit des informations et dispense une formation à la population par l'intermédiaire de différents groupes et médias, et fait œuvre de sensibilisation interinstitutionnelle aux fins de l'élimination des pratiques pernicieuses et procédures d'adoption dégradantes.

198. En 2015, le Conseil a pu nommer des agents de liaison dans quatre départements en préalable à une décentralisation. C'est ainsi que l'Unité de soins et d'appui à la famille d'adoption et à l'enfant adopté a pu réaliser entre 2010 et 2014 des progrès substantiels s'agissant de rendre le droit d'avoir une famille aux enfants et adolescents privés de soutien familial, facteur important qui a permis de désinstitutionnaliser des enfants et des adolescents afin de leur donner une famille permanente.

199. La législation nationale qualifie pénalement les infractions de traite des personnes⁴⁰ et d'adoption irrégulière⁴¹, infractions que poursuit et instruit le ministère public par l'intermédiaire de son Unité de lutte contre la traite des personnes, agissant en coordination avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala pour démanteler les réseaux de la criminalité organisée qui se livrent à la traite des enfants afin de les donner illégalement à l'adoption.

200. En 2015, on a traduit en justice neuf personnes présumées membres d'une bande qui se livrait à la traite des personnes, en leur imputant 23 autres adoptions illégales réalisées par le canal de la Fondation Primavera. L'instruction suit son cours.

201. De même, il a été établi qu'un membre étranger et d'autres membres de l'Association Semillas de Amor étaient impliqués dans 17 cas d'adoption illégale.

⁴⁰ Article 202 *ter* du Code pénal, décret n° 17-73.

⁴¹ Article 241 *bis* du Code pénal, décret n° 17-73.

202. En 2009, le Guatemala s'est associé, par l'intermédiaire de l'Institut national de médecine légale, au programme DNA-Prokids géré en collaboration par l'Universidad de España et l'University of North Texas, programme qui invite chaque pays à se doter d'une base de données sur les enfants disparus et sans identité et les membres de leur famille, ce qui doit faciliter la lutte contre la traite des enfants sur la base d'une identification génétique établie à partir de la base de données sur les profils génétiques des personnes ayant déposé une plainte en vertu de la loi Alba-Keneth.

203. En ce qui concerne la décentralisation du Conseil national de l'adoption, son établissement et son fonctionnement ont été centralisés en un siège unique situé au chef-lieu du département de Guatemala. Dans le cadre de la stratégie de « positionnement du Conseil national de l'adoption », ce dernier organise des ateliers d'information à l'intention des institutions locales et a fourni aux départements du matériel publicitaire à afficher dans les rues pour faire connaître la procédure de remise volontaire, en s'employant en permanence à déconcentrer ses services et à se faire connaître et à exercer une influence institutionnelle dans les 22 départements du Guatemala, en optimisant et en maximisant ses propres ressources.

204. Les agents de liaison utilisent les ateliers d'information pour présenter la nouvelle procédure d'adoption et facilitent la réception des documents provenant des personnes intéressées. Ils ont été envoyés dans les départements de Huehuetenango, Sololá, Alta Verapaz et Baja Verapaz.

205. Les activités déployées aux niveaux de la métropole et des départements pour promouvoir les adoptions et faire connaître le Conseil national de l'adoption ont été les suivantes :

- i) Ateliers d'information et de promotion au niveau interinstitutionnel ;
- ii) Ateliers d'information à l'intention des familles souhaitant adopter un enfant ;
- iii) Évaluation psychologique, social et juridique des familles demandant à adopter un enfant ;
- iv) Ateliers de formation ;
- v) Suivi post-adoption.

206. Le Conseil a utilisé les « Normes » pour procéder, en faveur des enfants privés d'identité, au « Contrôle juridique des procédures de protection des enfants et adolescents pris en charge par des foyers de protection et d'accueil », en prenant des mesures intégrées pour répondre aux besoins immédiats des enfants et adolescents privés de leur milieu familial en matière de restitution de leurs droits. Ces mesures sont les suivantes :

II. Normes applicables à l'« évaluation biopsychosociale et (au) projet de vie » et à la « situation juridique », qui sont axées sur les pratiques minimales en matière d'identification, de traitement, de gestion et d'archivage de l'information et des documents importants concernant chacun des cas.

III. Un contrôle juridique effectué entre novembre 2014 et mars 2015 a permis d'identifier 879 enfants et adolescents accueillis dans des foyers privés dont la naissance n'était pas inscrite à l'état civil. Le Conseil national de l'adoption fait des démarches auprès des représentants de l'Administration du registre national de population afin d'établir des stratégies de restitution du droit à l'identité aux enfants qui en ont été privés.

IV. L'Administration du registre national de population et le Conseil national de l'adoption ont signé un accord pour mener des activités en commun et garantir le droit des enfants et adolescents à l'identité dans le cadre de la procédure d'adoption.

V. L'Administration du registre national de population et le Bureau du Procureur général ont signé un mémorandum d'accord pour appuyer la recherche, la localisation et la protection des enfants et adolescents qui ont été enlevés à leurs parents ou qui ont disparu, en tenant compte de la dimension culturelle.

207. L'Administration susvisée travaille au projet intitulé « Promotion et garantie du droit à l'identité dans le Triangle du Nord centroaméricain »⁴², qui porte sur la création de bureaux d'enregistrement dans les zones frontalières et vise à contribuer à universaliser la réalisation du droit à l'identité dans la région.

5.4 Maltraitance et délaisement (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 67)

208. Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes a, de concert avec l'UNICEF, favorisé la création dans les villes, en 2013, de l'« Unité spécialisée d'enquête sur les infractions sexuelles », au sein de la Division spécialisée dans les enquêtes pénales de la Police nationale civile. De même, avec la coopération de la municipalité, une Unité a été mise en place en 2014 dans la ville de Tactic, dans le département d'Alta Verapaz.

209. En 2013, le Secrétariat a adhéré à l'Accord interinstitutionnel relatif au concours apporté par le Ministère de la santé et de la protection sociale, le ministère public, l'Institut national de médecine légale et le Bureau du Procureur aux droits de l'homme à la prise en charge des victimes de violence sexuelle et/ou de maltraitance dans les hôpitaux nationaux, qui a abouti à la création dans 42 hôpitaux de « cliniques spécialisées dans les soins aux victimes de la violence sexuelle relevant du réseau des hôpitaux publics ».

210. Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes et le Ministère de la santé et de la protection sociale ont mis en œuvre les accords ci-après :

1. Mémorandum d'accord conclu entre le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, le Ministère de la santé et de la protection sociale, le Ministère de l'éducation et le Ministère du développement social, dans le cadre duquel a été appliquée la **Feuille de route pour la prise en charge intégrée des grossesses chez les filles âgées de moins de 14 ans** ;

2. **Protocole de soins aux victimes de la violence sexuelle et/ou de la maltraitance**, qui a servi à établir les feuilles de route pour la prise en charge des victimes stables et instables par le réseau des hôpitaux publics. Il a été mis à jour en janvier 2015.

211. Le Ministère de la santé et de la protection sociale a signé avec le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes et le ministère public un accord de coopération pour garantir la fourniture de médicaments aux victimes de la violence sexuelle, en mettant à leur disposition une « trousse de soins aux victimes de la violence sexuelle » (comprimés contraceptifs d'urgence, antibiotiques pour éviter les IST et un traitement antirétroviral pour éviter de contracter le VIH), que l'on trouve dans les hôpitaux nationaux.

212. Les enfants et adolescents recommandent d'« ouvrir des cliniques de soins spécialisés dans les atteintes sexuelles ».

6. Santé et protection sociale

6.1 Enfants handicapés (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 69)

213. Le Conseil national de prise en charge des personnes handicapées est issu des Accords de paix. Le décret n° 135-96 du 28 novembre 1996 a promulgué la loi sur la prise en charge des personnes handicapées et son règlement d'application. Cette loi vise à

⁴² Guatemala/Honduras/El Salvador.

favoriser et à renforcer l'insertion des personnes handicapées dans tous les domaines de la société en leur assurant l'égalité des conditions et des chances.

214. Parmi les mesures adoptées et les acquis, on peut mentionner les suivants :

- i) La loi de 2007 sur l'enseignement spécialisé dispensé aux personnes ayant des besoins particuliers ;
- ii) Signature d'accords avec différentes entités et organismes publics : Accord avec l'Institut de formation technique, l'Administration du registre national de population et le Ministère du développement social ;
- iii) Dans les domaines de la justice et de la politique, le Conseil a organisé au niveau national, à l'intention des juges et autres magistrats, des formations aux droits des personnes handicapées.

215. Le Secrétariat à la protection sociale de la présidence gère le Programme lié au handicap, qui favorise et assure le développement des enfants et adolescents atteints d'un handicap, depuis l'enfance jusqu'à la formation professionnelle. Le Centre de prise en charge spéciale « Alida España de Arana » fournit les soins spécialisés et les outils ci-après aux enfants et adolescents handicapés pour leur permettre de mener une vie indépendante :

- i) Soins médicaux, ergothérapie, orthophonie, psychologie, odontologie et naturopathie ;
- ii) Ateliers organisés en collaboration avec le Secrétariat aux œuvres sociales de l'épouse du Président pour leur permettre de trouver un revenu ;
- iii) Une éducation et des soins préscolaires et scolaires sont dispensés ; qualification intégrale et prise en charge de l'autisme, de l'incapacité sensorielle et de l'incapacité physique, et assistance aux familles ;
- iv) Grâce à un accord passé avec la Fundación Pro Bienestar del Minusválido (Fondation pour la protection de la personne handicapée), les enfants et adolescents suivent des traitements dans les différents domaines de la médecine.

216. Le Centre de formation professionnelle apprend aux enfants et adolescents âgés de 14 et 18 ans un métier (boulangier, concierge, cuisinier et charpentier, par exemple), qui facilite leur insertion dans le monde du travail.

217. Le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation a mis en œuvre un programme de jardins potagers scolaires. Chaque élève reçoit des plantes pour reproduire ce jardin chez lui et il apprend à s'en occuper et à l'entretenir.

218. En décembre 2011, le Conseil national de prise en charge des personnes handicapées et l'Administration du registre national de population ont signé un accord de coopération pour promouvoir l'identification et la prise en charge des personnes handicapées et leur permettre de s'insérer dans la société.

219. En 2010, le Conseil national de prise en charge des personnes handicapées et le Comité national d'alphabétisation ont signé un mémorandum d'accord en vue d'améliorer la qualité de vie des personnes handicapées qui ne savent ni lire ni écrire.

220. En 2010, le Ministère de la santé et de la protection sociale a élaboré des manuels à l'intention des étudiants suivant une formation diplômante sur les normes de soins de santé intégrés des adolescents, qui doit permettre d'éliminer les stéréotypes, les préjugés et les pratiques nocives concernant les personnes handicapées.

221. Le Ministère de l'éducation a pris des mesures pour faciliter la participation sociale des personnes handicapées à l'élaboration des textes destinés aux élèves du primaire qui présentent des schémas ayant pour but de promouvoir une image positive des enfants et adolescents atteints d'un handicap.

222. Le Ministère de la culture et des sports, agissant en coordination avec la Direction générale de l'éducation physique du Ministère de l'éducation et le Comité olympique et le Comité paralympique guatémaltèques, promeut la participation d'athlètes handicapés de haut niveau, et a obtenu qu'ils participent aux Jeux paralympiques de Beijing en 2008 et de Londres en 2012, ainsi qu'aux Jeux panaméricains organisés au Mexique en 1999, au Brésil en 2007 et en Colombie en 2009.

6.2 Santé et services de santé (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 71)

223. Pour garantir l'accès aux services de santé et aux médicaments, le Ministère de la santé et de la protection sociale a pris en 2015 les mesures liées à la mise en œuvre du Programme relatif aux adolescents et aux jeunes, conjointement avec le Cabinet chargé de la jeunesse et le Conseil national de la jeunesse. À cette fin, 17 022,820 quetzales ont été alloués au Plan d'action interinstitutionnel et au Plan national de prévention des grossesses d'adolescentes.

224. Le Plan national de prévention des grossesses d'adolescentes est une stratégie nationale de réduction des grossesses d'adolescentes, qui promeut santé sexuelle et procréative de ces dernières en améliorant leur accès aux soins et en facilitant la réalisation de leurs projets de vie et de développement complet, et est assorti de stratégies de promotion de la santé, de prévention des maladies et de prise en charge intégrale dans les services de santé.

225. Paroles d'enfants et d'adolescents : « Les centres de santé manquent de médicaments ; ils ont du personnel soignant, mais les moyens nécessaires font défaut ». « Dans tous les cas, le centre de santé est plus petit que la cantine ».

6.3 Allaitement maternel (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 73)

226. Le Ministère de la santé et de la protection sociale a incorporé des aspects liés à la santé mentale dans le Manuel de promotion et de facilitation de l'allaitement maternel, concernant notamment la promotion de l'allaitement et la formation du personnel.

227. En 2014, une formation a été dispensée à 4 000 agents chargés de mettre en œuvre les programmes en faveur des adolescents et des jeunes. De même, le programme « Fenêtre des mille jours » englobe l'allaitement maternel et la promotion de la nutrition infantile et de la santé maternelle.

228. Entre autres activités, on mentionnera celles du Réseau national de la paternité et de la maternité responsables qui s'occupe, dans un cadre interinstitutionnel, de promouvoir la paternité et la maternité responsables et, par l'intermédiaire du réseau central et des réseaux départementaux, l'allaitement maternel et son importance pour le développement du nouveau-né.

229. Agissant conjointement avec le Programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Ministère de la santé et de la protection sociale met en place des banques du lait maternel, service spécialisé dans la promotion et la protection de l'allaitement maternel qui prend en charge les nouveau-nés prématurés ou présentant une insuffisance pondérale ainsi que les mères qui ne peuvent pas allaiter pour une raison ou pour une autre. Ce service existe à l'Hôpital Roosevelt et dans les hôpitaux de Antigua Guatemala, Zacapa et Quiché.

6.4 Santé des adolescents (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 75)

230. Se fondant sur le modèle de prise en charge intégrale et différenciée, le Ministère de la santé et de la protection sociale inaugure le deuxième niveau de prise en charge appelé « Espaces conviviaux » pour les adolescents, qui leur fournit des informations sur l'éducation intégrale en matière de sexualité et sur les méthodes contraceptives dans les cliniques ouvertes dans le département de Guatemala et à San Benito, dans le département d'El Petén, et dans les cliniques de prise en charge différenciée pour adolescents dans les

départements d'Escuintla et de Sacatepéquez. Ce deuxième niveau est parrainé par la sous-station du projet du fonds mondial.

231. On réfléchit à la possibilité d'ouvrir des cliniques de prise en charge différenciée des adolescents à Quetzaltenango, à Jutiapa et à Cobán.

232. En ce qui concerne le VIH et la santé des adolescents, le Ministère de la santé et de la protection sociale donne suite, avec l'appui du Bureau du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) au Guatemala, à une série de recommandations dans ce domaine, intitulées « Recommandations formulées d'une seule voix pour faire face au VIH » (*Recomendaciones de Una Voz Frente al VIH*), qui sont notamment les suivantes :

- i) Inciter le système éducatif à s'engager plus activement et efficacement dans la lutte contre le VIH ;
- ii) Élargir la portée et l'impact des programmes de communication sur le VIH ;
- iii) Renforcer la mobilisation citoyenne des adolescents et des jeunes à l'appui de la lutte nationale contre le VIH ;
- iv) Promouvoir le dialogue intergénérationnel sur la santé sexuelle et le VIH ;
- v) Renforcer les groupes d'entraide pour les adolescents et les jeunes vivant avec le VIH ;
- vi) Assurer la prestation de services de santé contre le VIH accessibles et sans discrimination ;
- vii) Renforcer l'action communautaire des adolescents et des jeunes ;
- viii) Lancer des campagnes en faveur des adolescents et des jeunes sur l'éducation intégrale à la sexualité et les méthodes contraceptives.

233. En vertu du décret gouvernemental n° 163-2012, le Cabinet chargé de la jeunesse a pour objectif de promouvoir des actions axées sur le développement social de la jeunesse et d'en favoriser la coordination. Le décret gouvernemental n° 173-2012 a promulgué la Politique nationale de la jeunesse pour 2012-2020.

234. Le décret n° 27-2000 relatif à la loi générale sur la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise a été modifié de manière à élargir l'accès des adolescents au test de dépistage du VIH.

235. La loi sur l'accès universel et équitable aux services de planification familiale et son intégration au Programme national de santé procréative a été adoptée et vulgarisée conformément au décret n° 87-2005, afin de garantir à la population l'accès aux services de planification familiale, sous la forme d'informations, de conseils, d'éducation en matière de sexualité et de procréation, et de la fourniture de méthodes de planification familiale.

236. Lors de la dix-septième Conférence internationale sur le sida, qui s'est tenue au Mexique en 2008, le Ministère de la santé et de la protection sociale et le Ministère de l'éducation ont signé la Déclaration ministérielle « Prévenir par l'éducation ». En 2010, le Guatemala a signé l'Accord-cadre biministériel pour fixer le cadre de coordination entre les deux ministères et mettre en œuvre et renforcer les stratégies intersectorielles d'éducation complète en matière de sexualité et de promotion de la santé sexuelle et procréative, laquelle inclut la prévention du VIH/sida, des grossesses chez les adolescentes et de la violence sexuelle.

237. En application du Plan stratégique pour 2013-2015, on a créé la commission technique « Prévenir par l'éducation », qui renforce les capacités techniques des ressources humaines des services de santé prenant directement en charge les adolescents et les jeunes qui ont recours aux services de prévention et de soins, en organisant la formation de ce

personnel dans les départements prioritaires de Guatemala, Huehuetenango, San Marcos, Quiché, Jutiapa, Zacapa, Chiquimula et Alta Verapaz.

238. On a ainsi été amené à mettre en place un système de suivi pour évaluer la manière dont sont menées les activités prévues par la stratégie.

239. Dans le cadre des services de premier et de deuxième niveaux, la promotion et l'exécution des activités s'organisent par l'intermédiaire des espaces conviviaux. Il en existe 239, dont 85 dans les municipalités déclarées prioritaires du fait du taux élevé de grossesses d'adolescentes. Ces espaces :

I. Sont un lieu d'échanges et de convivialité où sont menées des activités d'information, d'éducation et de communication en matière de santé, activités facilitées par des professionnels de la santé avec la participation d'autres membres de la collectivité et de dirigeantes et dirigeants de mouvements de jeunes.

II. Favorisent des actions de promotion de la santé, de prévention de la maladie, de détection précoce des facteurs de risque et de renforcement des facteurs de protection, conformément aux dispositions ci-après :

- i) Guide de la mise en œuvre et du fonctionnement des espaces conviviaux pour les adolescents et les jeunes,
- ii) Prise en charge différenciée des adolescents ;
- iii) Protocole et feuille de route sur la prise en charge des victimes de la violence sexuelle ;
- iv) Feuille de route sur la prise en charge des mineures enceintes âgées de moins de 14 ans.

240. Le décret ministériel SP-M2130-2003 a autorisé la mise en place du Réseau national de la paternité et de la maternité responsables. Ce réseau s'occupe principalement de prévention, en définissant l'importance d'activités de qualité. Il fonctionne en tant qu'élément du Programme national de santé procréative, mettant en œuvre des plans, des programmes, des projets et des activités destinés à garantir le libre et plein exercice de la paternité et de la maternité responsables.

241. Paroles d'enfants et d'adolescents : « dispenser une formation bilingue aux sages-femmes pour faire en sorte que l'information fournie dans le cadre de la formation soit bien comprise ». « On suggère de faire dispenser la formation par des traducteurs de la même région, dans le respect de la vision du monde des médecins ».

6.5 Niveau de vie (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 78)

242. Il découle de l'approche fondée sur les droits inscrite dans la politique liée au Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle que les politiques sociales couvrant différents aspects du bien-être, tels que la santé, l'éducation, le travail, l'alimentation et la protection sociale, promeuvent, respectent et garantissent la réalisation des droits de l'homme au moyen de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

243. Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec le concours technique de l'Institut de la nutrition d'Amérique centrale et du Panama et l'appui financier de l'Union Européenne (UE), a élaboré un cours d'autoformation à l'intention des fonctionnaires coresponsables, pour faire en sorte que les biens et services nécessaires parviennent bien à la population.

244. Le Secrétariat met en œuvre le « Protocole d'action », instrument de coordination interinstitutionnelle qui active la voie administrative en ce qui concerne les actions conjointes nécessaires pour garantir aux enfants et adolescents l'exercice du droit à l'alimentation, et qui constitue un outil supplémentaire des protocoles d'intervention,

destiné à optimiser l'utilisation des ressources et la prise en charge interdisciplinaire et multisectorielle adéquate.

245. Le Plan du Pacte Faim zéro, dont la couverture est nationale et universelle, met l'accent sur des interventions visant à combattre la malnutrition chronique dans 166 municipalités prioritaires, dans lesquelles la prévalence de celle-ci est élevée, et à prendre en charge progressivement la malnutrition saisonnière dans 213 municipalités.

246. Pour donner suite aux recommandations faites sur la visite effectuée par le Rapporteur en 2010, les mesures ci-après ont été prises :

III. En 2015, le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a adopté le Plan stratégique de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2016-2020, qui se fixe trois objectifs spécifiques en faveur de la population vulnérable, à savoir les enfants et les adolescents, en prévoyant un investissement sur quatre ans pour ce plan et un budget de 30 millions de quetzales.

IV. En ce qui concerne l'inégalité d'accès aux terres, le Fonds foncier a, en 2010, mis en œuvre la « Politique institutionnelle d'égalité des sexes », qui contribue à réduire les écarts socioéconomiques en vue de promouvoir le développement rural complet.

V. Le décret gouvernemental n° 372-2014 a promulgué la Politique agraire, qui s'emploie à lutter contre l'extrême pauvreté et la malnutrition, à promouvoir l'égalité et à garantir un environnement durable.

VI. Le décret gouvernemental n° 537-2013 a fixé le salaire minimal pour les années 2013, 2014 et 2015, comme le montrent les tableaux ci-annexés⁴³.

7. Éducation, loisirs et activités culturelles

7.1 Éducation, y compris la formation et l'orientation professionnelles (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 81)

247. Le Ministère de l'éducation lance des programmes d'appui à la gratuité de l'instruction, des fournitures scolaires, des mallettes pédagogiques et des manuels scolaires, ainsi que des programmes de bourses. En outre, les enfants des établissements d'enseignement publics du pays bénéficient de la mise à disposition de ressources financières aux fins des programmes de gratuité de l'instruction et des fournitures scolaires. De même, un *bono de educación* (bon scolaire) est accordé aux familles qui assument la coresponsabilité du maintien dans le système scolaire.

248. Le Ministère de l'éducation, agissant par l'intermédiaire des directions départementales de l'éducation, fournit un appui au titre du financement des services de base des établissements d'enseignement publics et des autres dépenses de fonctionnement, en transférant des ressources financières pour que les élèves inscrits puissent s'équiper en matériel d'appui aux exercices pratiques prévus par le processus d'apprentissage.

249. Divers matériels sont mis à disposition, parmi lesquels « Apprentissage des mathématiques par le jeu » et « Situations d'apprentissage et orientations pédagogiques pour l'acquisition de compétences en classe, de la première à la troisième années de l'enseignement primaire ». En ont bénéficié en 2014, 2 973 maîtres dans l'enseignement des mathématiques en première année du primaire et 74 325 élèves de ce niveau ; les matériels ainsi distribués avaient été tirés à 68 000 exemplaires.

250. En 2012, on a mis en œuvre une stratégie de succès scolaire en première année du primaire, afin de faire baisser les taux d'échec et d'abandon scolaires en renforçant les capacités des maîtres en matière d'utilisation d'outils et de guides spécifiques permettant d'améliorer et de renforcer les aptitudes des élèves en lecture et en écriture.

⁴³ Annexe Tableaux et diagrammes, tableau 10.

251. En 2013, le Ministère de l'éducation a lancé le Programme national de mathématiques « Comptons ensemble », pour stimuler l'intérêt des enfants des niveaux préprimaire et primaire pour les mathématiques et contribuer à développer leur capacité de réflexion⁴⁴.

252. Depuis 2010, le Ministère de l'éducation mène des activités axées sur la population vulnérable, en intervenant en faveur des filles et garçons de plus de 15 ans inscrits dans l'enseignement primaire, ainsi qu'en faveur des élèves monolingues et bilingues, en créant le module d'éducation interculturelle, en mettant en œuvre des stratégies de compréhension de textes, et en prenant en charge la population migrante, les femmes et les personnes en situation de risque social, dans le cadre du plan d'études national pour l'enseignement de base.

253. Paroles d'enfants et d'adolescents : « Que l'on octroie des bourses au sein de la même communauté pour qu'elles ne perdent pas leur dimension culturelle, et que ces bourses soient octroyées aux niveaux préprimaire, primaire et de base, mais aux enfants de famille modeste et non aux gens qui disposent de ressources suffisantes, en accordant la priorité aux enfants qui travaillent ». « Que les bourses soient distribuées aux enfants des enseignants, et non pas aux enfants qui en ont besoin ». « Que les bourses soient distribuées aux enfants dans le besoin et pas seulement à ceux qui obtiennent de bonnes notes ».

8. Mesures de protection spéciales

8.1 Enfants et migration (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 83)

254. Le 8 décembre 2015, la loi sur les migrations a été modifiée par le décret n° 10-2015⁴⁵ du Congrès, lequel qualifie pénalement le trafic illicite des personnes et prévoit des circonstances aggravantes avec un allongement des deux tiers de la durée de la peine encourue lorsqu'il s'agit d'un migrant mineur ou d'une femme migrante enceinte.

255. Le Congrès est saisi d'un projet de loi n° 4869 intitulé loi de protection des enfants et adolescents migrants, qui se réfère aux enfants et adolescents migrants non accompagnés et séparés de leur famille, ainsi qu'au trafic illicite de migrants. Cette loi a reçu un avis favorable de la Commission des migrations en avril 2015, en attendant que la Commission des lois se prononce et en informe le Congrès réuni en séance plénière.

256. La Commission des migrations ne s'est pas encore prononcée sur le projet de loi n° 4519 intitulé loi sur l'appui aux migrants guatémaltèques.

257. En 2014, la dix-neuvième Conférence régionale sur les migrations a débouché sur la proposition suivante : « Vers un mécanisme régional de protection complète des enfants et adolescents migrants et réfugiés ». La même année, le décret gouvernemental n° 146-2014 a été adopté. Il a créé la « Commission de prise en charge intégrale des enfants et adolescents migrants ».

258. Cette commission a été créée à titre temporaire pour évaluer, promouvoir et suivre les plans, stratégies et programmes interinstitutionnels liés aux enfants et adolescents migrants.

259. Le Ministère des relations extérieures s'emploie à offrir une protection consulaire appropriée aux enfants migrants guatémaltèques.

260. Un mémorandum d'accord a été conclu entre les Gouvernements des États-Unis du Mexique, du Honduras, du Nicaragua et du Guatemala, relatif au rapatriement digne, ordonné, rapide et sûr des migrants originaires d'Amérique centrale par voie terrestre. Il

⁴⁴ Troisième rapport présidentiel, Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence, à partir d'informations fournies par le Ministère de l'éducation.

⁴⁵ Pièce jointe I. Décret n° 10-2015.

tient compte de la validation des lignes directrices régionales concernant la prise en charge des enfants et adolescents non accompagnés en cas de rapatriement, adoptées à l'issue de la Conférence régionale sur les migrations du Guatemala (2009).

261. En 2011, le Ministère des relations extérieures a encouragé la formation de fonctionnaires sur le modèle des agents de protection de l'enfance, de manière que les institutions disposent d'un personnel qualifié ayant suivi une formation aux droits fondamentaux des enfants et adolescents migrants. De plus, le Ministère a, dans le cadre de la coordination institutionnelle, développé le projet de promotion et de protection des droits des enfants et adolescents migrants non accompagnés, avec le concours de l'Institut interaméricain de l'enfance et de l'adolescence de l'OEA.

262. En 2012, on a, par l'intermédiaire du Secrétariat aux œuvres sociales de l'épouse du Président, accordé une attention particulière et prioritaire à la protection des droits fondamentaux des enfants et adolescents migrants.

263. En 2013, la Direction des migrations a, avec le concours du Secrétariat à la planification et à la programmation de la présidence et des institutions concernées, élaboré une stratégie de gouvernement pour le traitement de la question des migrations d'enfants et d'adolescents non accompagnés.

264. Le Séminaire sur les enfants et adolescents migrants se composait d'un forum régional, d'un séminaire technique et des discussions sur l'élaboration d'un programme de coopération. Ils ont permis à la Direction de réaffirmer sa volonté de renforcer la prise en charge des enfants et adolescents migrants, et, dans la même optique, de mieux faire connaître ce problème et de rendre plus visibles les bonnes pratiques dans la quête de mécanismes à mettre en place au niveau régional.

265. Dans le cadre du séminaire susmentionné, l'État a collaboré avec l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'OIT à l'élaboration d'un programme de coopération en vue de l'élaboration de directives en faveur des enfants migrants.

266. En 2015, l'État a organisé le deuxième Forum régional sur les enfants et adolescents migrants, qui avait pour objectif général de promouvoir le traitement humanitaire afin de garantir le respect des droits fondamentaux des enfants et adolescents en renforçant le dialogue régional et en resserrant les alliances de coopération.

267. Le Bureau du Procureur général dispose de la feuille de route établie pour le « Manuel de procédure pour le rapatriement digne, ordonné, rapide et sûr des migrants originaires d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua » et d'une équipe multidisciplinaire⁴⁶ chargée de la prise en charge initiale des enfants et adolescents concernés afin de les représenter et de leur éviter une revictimisation. Cette équipe s'emploie à localiser rapidement les membres de la famille des enfants et adolescents migrants, avec le concours des conseils de développement et de la Police nationale civile, qui prennent contact avec la famille pour coordonner la remise de l'enfant.

268. La Commission pour la prise en charge intégrale des enfants et adolescents migrants⁴⁷ a lancé la campagne de prévention intitulée « Reste ! ». S'inscrivant dans le cadre du quatrième volet concernant la prévention de l'immigration clandestine locale et internationale, visant à prévenir l'émigration d'enfants et d'adolescents aux États-Unis, cette campagne a pris la forme de spots radiophoniques et télévisés destinés à faire prendre conscience des risques aux intéressés.

269. Le foyer « Casa Nuestras Raíces »⁴⁸ et la Fondation REMAR Guatemala accueillent les enfants et adolescents migrants.

⁴⁶ Composée d'assistants juridiques, de travailleurs sociaux et de psychologues.

⁴⁷ Décret gouvernemental n° 146-2014.

⁴⁸ Dans la capitale et à Quetzaltenango.

270. Paroles d'enfants et d'adolescents : « il n'y a pas beaucoup d'enfants et d'adolescents âgés de 12 à 17 ans qui soient concernés par les migrations ».

8.2 Le sort des enfants en période de conflit armé (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 85 et 87)

271. La Constitution interdit l'enrôlement d'enfants âgés de moins de 18 ans dans les forces armées et les groupes armés ainsi que la participation directe de ces enfants aux hostilités. L'accomplissement d'un service militaire et social est l'un des droits des Guatémaltèques. La loi sanctionne l'organisation et le fonctionnement de groupes armés non réglementés par elle.

272. Le décret n° 20-2003, qui a promulgué la loi sur le service civique, prévoit que les citoyens âgés de 18 à 24 ans accomplissent un service civique selon la modalité de leur choix, à savoir un service social ou un service militaire. Le service militaire peut être accompli dans les forces permanentes ou dans la réserve. La participation des personnes concernées au service militaire est régie exclusivement par les lois et règlements de l'institution militaire.

273. Le décret n° 72-90, qui a promulgué la loi portant création de l'armée guatémaltèque, prévoit que les Guatémaltèques, de préférence de sexe masculin, doivent, lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans, se présenter pour la conscription afin d'être dûment inscrits sur les rôles de l'armée.

274. Le décret gouvernemental n° 102-2012, qui a promulgué le Règlement relatif au service militaire, prévoit que le service militaire peut être accompli par les Guatémaltèques âgés de 18 à 24 ans déclarés aptes, qui peuvent être versés dans les forces permanentes ou dans la réserve.

275. Conformément à la Constitution, l'État protège la santé physique, mentale et morale des mineurs, en garantissant leur droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, à la sécurité et à la sécurité sociale, et précise qu'il est interdit d'employer des mineurs à des tâches incompatibles avec leurs capacités physiques ou les exposant à des risques pour leur formation morale.

276. En 2012, le décret n° 3-2012 a promulgué la mise en œuvre dans la législation guatémaltèque du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, chargée de juger les responsables présumés de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité.

277. Pour faciliter les enquêtes sur les cas d'enfants et d'adolescents victimes d'une disparition, on a adopté la loi sur le système d'alerte Alba-Keneth, modifiée par le décret n° 5-2012, qui prévoit la coordination des mesures prises au niveau interinstitutionnel pour améliorer la localisation et la protection immédiate des enfants enlevés, séquestrés ou disparus.

278. En 2012, le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes s'est associé à l'Organe national de coordination du système d'alerte Alba-Keneth. Le Secrétariat et le Bureau du Procureur général ont signé un accord de coopération interinstitutionnel en vertu duquel le premier fournira l'équipement nécessaire au fonctionnement de l'« Unité opérationnelle Alba-Keneth », organe chargé de coordonner et d'exécuter les activités concrètes de recherche, localisation et protection des enfants et adolescents concernés. Il reçoit les plaintes et met en branle le système composé d'autres institutions du secteur public en transmettant l'information reçue pour engager immédiatement une recherche, assure le suivi des cas et met en place des procédures de coordination au niveau communautaire.

279. L'Institut national de médecine légale dispose d'une base de données sur les profils génétiques – CODIS (Combined DNA IndexSystem) –, qui sert à identifier les personnes décédées et disparues durant le conflit armé. Le laboratoire de génétique de l'Institut est associé au programme DNA-Prokids, de même que la base de données sur les personnes qui ont déposé une plainte dans le système Alba-Keneth.

280. La Fondation d'anthropologie médico-légale du Guatemala dispose d'une banque génétique et de prélèvements d'ADN, ainsi que de moyens d'analyse et de classification génétiques, pour aider à retrouver les membres d'une famille disparus.

281. En 2012, le Programme national d'indemnisation et la Croix-Rouge internationale ont signé un accord de coopération pour créer une base de données à partir des informations que possède ce programme sur les sites d'ensevelissement en rapport avec l'affrontement armé interne, la Croix-Rouge s'engageant à former les techniciens du Programme à l'enregistrement des informations et au transfert de sa base de données vers la base de la Croix-Rouge sur les personnes disparues au Guatemala.

8.3 Exploitation économique, y compris le travail des enfants (CRC/C/GTM/CO/3 4, par. 89)

282. Le Ministère du travail et de la protection sociale a effectué des inspections dans les entreprises agricoles, les ateliers de sous-traitance et les entreprises de sécurité, ainsi que dans les secteurs présentant des taux élevés de travail des enfants, et fourni une assistance technique au Service des recours et des appels du Bureau du Procureur général dans les domaines de la justice de transition et des droits de l'enfant.

283. En 2002, la Commission nationale pour la prévention et l'élimination du travail des enfants a été mise en place à la suite de la ratification des Conventions de l'OIT n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi et n° 182 sur les pires formes de travail des enfants.

284. L'un des moyens d'éliminer le travail des enfants consiste à mettre en œuvre la feuille de route pour la réduction de la pauvreté des familles et l'appui aux familles par l'intermédiaire de programmes sociaux visant à éliminer le travail des enfants, et en particulier les pires formes de ce travail, au Guatemala, et à faire avancer dans les pays d'Amérique latine la réalisation des objectifs du Programme de l'Amérique latine et des Caraïbes pour un travail décent, à savoir notamment :

- i) L'élimination des pires formes de travail des enfants d'ici à 2016 ;
- ii) L'élimination du travail des enfants dans sa totalité d'ici à 2020.

285. La feuille de route comprend des interventions complémentaires au titre de la prévention et de l'élimination du travail des enfants, à savoir :

- a) Lutte contre la pauvreté ;
- b) Politique de santé ;
- c) Politique d'éducation ;
- d) Cadre normatif et de protection ;
- e) Mobilisation sociale.

286. La Chambre d'agriculture a présenté le projet de loi n° 4849 sur l'harmonisation pour la prévention et l'élimination du travail des enfants, afin d'appliquer les Conventions n°s 138 et 182 de l'OIT et de repousser l'âge d'admission à l'emploi jusqu'à 16 ans.

287. Ce projet de loi s'appuie sur des instruments internationaux relatifs à la protection des droits de l'homme auxquels le Guatemala est parti, vise à ce que l'État assure une éducation préscolaire, primaire et secondaire sûre et complète, et comprend des articles destinés à motiver les familles pour qu'elles favorisent l'éducation de leurs enfants et à les préparer à cette fin, en éliminant le travail des enfants.

288. Ce projet se compose de 28 articles, qui modifient les instruments législatifs ci-après :

- i) Code du travail (décret n° 1441) du Congrès ;

- ii) Code civil, promulgué par le décret-loi n° 106 du Chef de l'État ;
- iii) Code municipal, promulgué par le décret n° 12-2002 du Congrès ;
- iv) Loi de protection complète des enfants et des adolescents, promulguée par le décret n° 27-2003 du Congrès ;
- v) Loi sur les marchés publics, promulguée par le décret n° 57-92 du Congrès ;
- vi) Loi sur le pouvoir exécutif, promulguée par le décret n° 114-97 du Congrès ;
- vii) Loi portant création de la taxe pour l'entretien de la commune, promulguée par le décret n° 121-96 du Congrès.

289. Paroles d'enfants et d'adolescents : « Le travail des enfants nuit à leur fréquentation scolaire », « Les enfants de 6 à 12 ans, on les trouve à l'école et sur le marché, parce qu'il y a beaucoup d'enfants qui ne vont pas à l'école et vendent des chewing-gums ».

8.4 Enfants des rues (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 91)

290. Le Ministère du travail et de la protection sociale, agissant par l'intermédiaire du Service de protection des adolescents qui travaillent, a conçu des actions dans le cadre de la Commission nationale pour la prévention et l'élimination du travail des enfants, afin d'honorer les engagements inscrits dans le Programme de l'Amérique latine et des Caraïbes pour un travail décent.

291. Les comités départementaux pour la prévention et l'élimination du travail des enfants sont constitués pour assurer une prise en charge en temps opportun. On compte actuellement 14 de ces comités et on en crée dans les départements d'Escuintla et d'El Progreso. Des accords et des mémorandums d'accord ont été signés entre le comité de Huehuetenango et l'Université panaméricaine aux fins de la réalisation de diagnostics sur le travail des enfants, et entre le comité de Sololá et World Vision aux fins de sensibilisation à la question du travail des enfants.

292. Afin de protéger les enfants contre toute forme de maltraitance et de s'assurer de leur bon développement et du respect de leur intérêt supérieur, le Bureau du Procureur général, agissant par l'intermédiaire de son Bureau de l'enfance et de la jeunesse, évalue, par le biais de l'Unité de secours aux mineurs, la situation de risque dans laquelle les mineurs pourraient se trouver s'ils étaient victimes d'atteintes à leurs droits, afin de leur venir en aide et de les présenter à l'autorité compétente sur ordonnance judiciaire.

293. Jusqu'au mois d'août 2015, le Bureau du Procureur général, en coopération avec l'organe de coordination du système d'alerte Alba-Keneth, la Police nationale civile, le ministère public et le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, a retrouvé 3 529 enfants et adolescents sur 4 981 alertes générées. En 2014, on a enregistré, selon le Bureau du Procureur général, un total de 5 780 alertes activées, dont 4 126 ont été désactivées.

8.5 Gangs de jeunes (« maras ») (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 93)

294. Le Conseil national de la jeunesse a mené auprès de 6 000 jeunes des activités tendant à les encourager à se faire les promoteurs de la prévention et les propagateurs d'une culture de paix.

295. L'État a élaboré des politiques qui traitent du problème de la violence chez les jeunes aux niveaux local et national, telles que la Politique nationale de la jeunesse pour 2012-2016 et son Plan d'action interinstitutionnel pour 2012-2016. Ce dernier, axé sur la question du genre, a été promulgué par le décret gouvernemental n° 173-2012.

296. La Politique nationale de prévention de la violence chez les jeunes est basée sur la sécurité humaine et est conforme aux dispositions de la Constitution. En outre, elle protège les personnes exposées à des menaces ou à certaines situations. Elle énonce des principes,

des objectifs et des orientations stratégiques devant permettre de s'attaquer d'une manière coordonnée aux causes qui font que les jeunes choisissent de vivre dans la rue. Elle vise également à éliminer la violence familiale et la maltraitance et l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents par des membres de leur famille ou des personnes proches du cercle familial, ainsi que la désintégration des familles et la consommation et l'abus d'alcool et de drogues.

297. Cette politique est axée sur l'élaboration et la mise en application d'un modèle éducatif et récréatif qui exerce une influence sur le développement du bien-être individuel et collectif de la jeunesse, afin de permettre la construction d'une culture de paix.

298. En outre, l'État a élaboré des politiques telles que les suivantes :

- 1) Prévention de la violence et de la délinquance ;
- 2) Poursuites pénales pour combattre et éliminer la délinquance ;
- 3) Réinsertion des personnes ayant commis des actes illégaux.

299. Les conseils départementaux et municipaux de développement, les organismes publics et la société civile s'emploient à mettre en application les politiques publiques municipales de protection complète des enfants et des adolescents.

300. La Police nationale civile, représentée par la Sous-Direction générale de la prévention des infractions et le Département spécialisé dans les affaires des enfants et adolescents, a exécuté les programmes ci-après afin de prévenir les infractions commises contre des enfants et adolescents en les associant aux programmes en question :

- i) Préparation à la résistance aux gangs ;
- ii) Policía tu Amigo (La police est ton amie) ;
- iii) Résister à la consommation de drogues ;
- iv) Ligue d'athlétisme de la police.

301. En 2014, dans le cadre des programmes et politique susmentionnés, plus de 58 000 jeunes ont participé à des activités de prévention de la violence, et 15 411 personnes ont suivi une formation à la sécurité des citoyens et à la prévention⁴⁹.

8.6 Traite et exploitation sexuelle (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 95)

302. Agissant par l'intermédiaire des organes judiciaires, l'État applique et met en œuvre la loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes.

303. L'appareil judiciaire a indiqué que jusqu'en octobre 2013, il avait engagé 114 procédures pénales pour traite des personnes, soit une progression de 28 %, laquelle tenait au fait que les plaintes communiquées par le ministère public pouvaient davantage être portées en justice.

304. Selon les données fournies par le ministère public, 22 jugements ont été rendus en 2013, dont 11 acquittements et 11 condamnations. Depuis 2007, la justice guatémaltèque a prononcé 48 condamnations pour traite des personnes.

305. Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes a pris les mesures ci-après :

- Mise en place de 23 réseaux contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes depuis 2013 ;
- Adoption de la Politique publique contre la traite des personnes et de protection complète des victimes pour 2014-2024 ;

⁴⁹ Annexe Tableaux et diagrammes, tableau 11.

- Création de foyers pour la protection des victimes dans différents départements du pays et une prise en charge spécialisée selon l'âge des victimes et dans le cas des mineures enceintes.

306. La campagne « Protège-moi contre la grossesse » lancée en 2012 contient la « Feuille de route concernant le signalement des grossesses et l'orientation des filles de moins de 14 ans qui sont enceintes », aux fins de la prévention et du traitement, selon une approche à deux voies, la première correspondant à la détection dans un centre éducatif, au Ministère du développement social, par les églises, les ONG, les services communautaires ou un autre acteur, et la seconde à la consultation directe dans un service de santé pour la prise en charge de la grossesse. Le Ministère de la santé et de la protection sociale, le Bureau du Procureur général et le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes sont associés à la mise en œuvre de cette feuille de route.

307. Les statistiques établies par l'Institut national de la statistique et l'Administration du registre national de population ont permis d'enregistrer, au premier trimestre de 2014, 75 naissances d'enfants de filles âgées de 10 à 13 ans et 381 naissances dans le cas de filles âgées de 14 ans⁵⁰.

308. Conformément aux statistiques établies dans le cadre de la sixième Enquête nationale sur la santé maternelle et infantile⁵¹, l'indice synthétique de fécondité a reculé au cours des vingt dernières années, le nombre d'enfants d'une femme en âge de procréer ayant diminué de 40,32 % en milieu rural et de 39,21 % à l'échelle nationale.

309. Les statistiques de la base de données officielle du Système d'information pour la gestion de la santé fournissent des données sur les cas de grossesses de filles âgées de moins de 14 ans pour les années 2014 et 2015⁵².

8.7 Services d'assistance téléphonique (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 97)

310. Les numéros ci-après ont été créés :

- 1.510, pour un accès immédiat au service de signalement dans le cadre du Programme d'écoles sûres géré par la Division de la prévention des infractions de la Police nationale civile ;
- 110, Ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de la Police nationale civile, pour toute plainte émanant de la population ;
- 1.515, Programme de prévention et d'élimination de la violence familiale ;
- 1.570, ministère public, pour faciliter le dépôt de plaintes ;
- Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, en cas d'exploitation et de violence sexuelles et de traite des personnes ;
- 1.546, activation de l'alerte Alba-Keneth ;
- 1.555, Bureau du Procureur aux droits de l'homme ;
- 1.571, Institut de la défense publique en matière pénale.

311. On a produit des matériels graphiques et des porte-clefs qui contiennent ces numéros et les modalités de prise en charge avec indication des lieux où les victimes de violence peuvent se rendre. Ces matériels ont été remis aux enseignants, aux responsables d'associations et aux enfants et adolescents ayant participé à la consultation préalable à l'élaboration du présent rapport.

⁵⁰ Annexe Tableaux et diagrammes, tableau 2.

⁵¹ Enquête menée auprès de femmes âgées de 15 à 49 ans dans les 22 départements, pour un total de 22 464 ménages consultés, le pourcentage de réponses étant supérieur 90 %.

⁵² Annexe I Tableaux et diagrammes, tableau 3.

8.8 Administration de la justice pour mineurs (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 99)

312. L'État fait respecter les normes et prend les mesures voulues pour garantir le respect de la loi et des droits de l'enfant dans tous les cas de détention.

313. Les adolescents privés de liberté sont séparés des adultes aussi bien pendant la détention avant jugement que pendant l'exécution de la condamnation, à l'exception des adolescents autorisés. Il est prévu de construire à bref délai deux centres de détention modèles, dont l'un destiné aux détenus majeurs et l'autre aux personnes en détention avant jugement. À l'heure actuelle, les procédures de détention prévues par la loi sont respectées.

314. Afin de faire face au problème de la surpopulation carcérale, l'Institut de la défense publique en matière pénale s'appuie sur les études sociales pour obtenir une sanction non privative de liberté, en privilégiant la liberté surveillée et la révision de la mesure conservatoire privative de liberté, afin d'obtenir une sanction non privative de liberté provisoire.

315. Des inspections des centres de détention sont effectuées en permanence par le Mécanisme national de prévention de la torture et le Bureau du Procureur aux droits de l'homme, tandis que l'Institut de la défense publique en matière pénale assure, par l'intermédiaire de ses défenseurs, le contrôle de l'exécution de la mesure d'internement préventif et engage des actions en cas d'inexécution de cette dernière. Le juge prévoit un délai raisonnable.

316. Depuis 2010, on a créé dans le pays sept tribunaux pour adolescents en situation de conflit avec la loi pénale et certains tribunaux sont devenus des cours composées de plusieurs juges. On signalera un autre progrès : le fait que les cours d'appel pour adultes connaissent également des appels interjetés par des adolescents.

317. L'Institut de la défense publique en matière pénale s'occupe de la défense des adolescents en situation de conflit avec la loi devant les tribunaux en association avec ses coordonnateurs départementaux.

318. S'agissant du système de justice pour mineurs, on a créé en 2012-2013 le Comité ad hoc sur la justice pénale pour mineurs⁵³, composé de représentants du secteur judiciaire du Honduras, du Guatemala et d'El Salvador.

319. En 2013, on a créé le Groupe de travail de haut niveau sur la justice pénale, composé des hauts responsables du secteur de la justice assurant la direction des coordinations pour élaborer des politiques en faveur des adolescents en situation de conflit avec la loi pénale.

320. Dans le cadre du volet Renforcement institutionnel et conformément aux attributions du Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes, on a formé en juillet et août 2014, 81 procureurs et assistants procureurs du ministère public et 25 juges des départements de San Marcos, Sololá, Quiché, Peten et de la capitale⁵⁴.

321. Le décret n° 40-2010 a promulgué la loi sur le mécanisme national de prévention de la torture⁵⁵, qui régit la prévention au moyen de visites périodiques dans les lieux privés de liberté, qu'il s'agisse de centres privés ou publics, de centres de détention avant jugement ou d'exécution d'une condamnation, de postes de police, de foyers pour migrants ou de demandeurs d'asile, d'hôpitaux, y compris d'hôpitaux psychiatriques, de prisons militaires ou de centres de protection et d'accueil pour les enfants et adolescents menacés et vulnérables.

⁵³ S'occupe des problèmes ponctuels des institutions et élabore des politiques publiques.

⁵⁴ Conformément à l'article 5 j) de la loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes.

⁵⁵ Mécanisme indépendant de tout organisme public.

8.9 Protection des témoins et des victimes d'infractions (article 39), (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 100)

322. En ce qui concerne les mesures de protection et/ou de sécurité, le juge compétent ordonne des mesures de protection des victimes. Les tribunaux de première instance pour enfants et adolescents connaissent des faits ou cas constituant une menace pour les droits des enfants et adolescents ou une violation de ces droits qui leur sont signalés ou dont ils s'autosaisissent, et examinent et tranchent les affaires ainsi engagées en ordonnant la prise de mesures de protection.

323. S'agissant de l'appui aux victimes, les tribunaux pénaux de permanence sont ceux qui règlent dans les meilleurs délais, conformément à la loi, la situation juridique d'une personne, étant accessibles au même endroit que les bureaux du ministère public, de l'Institut de la défense publique en matière pénale et de la Police nationale civile.

324. Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes contribue à la protection des enfants victimes et/ou témoins, en leur fournissant une protection dans les foyers dont il a été question dans les paragraphes précédents.

325. Les modifications apportées au Règlement général des cours de justice et tribunaux pour enfants et adolescents en vertu du décret n° 34-2015 de la Cour suprême précisent l'importance de la prise en considération des opinions des enfants et adolescents et de la participation de l'équipe multidisciplinaire à la prise des décisions pour le tribunal, lequel établit qu'en matière de protection, le terme de chose jugée n'existe pas.

326. Le ministère public s'est doté du Bureau de prise en charge des victimes, qui fournit d'urgence une assistance aux victimes directes d'infractions telles que la violence à l'égard des femmes, la violence sexuelle, les extorsions, les vols et les séquestrations. Il leur donne accès à une formation et aux services de santé, à des psychologues, à des travailleurs sociaux et à des juristes dans le cadre des réseaux d'orientation.

327. L'Institut de la défense publique en matière pénale s'occupe notamment de prendre en charge et de protéger les victimes d'infractions pour empêcher ou éviter une agression, en protégeant l'intégrité physique de la victime par la voie d'ordonnances judiciaires assorties des mesures de sécurité qui s'imposent.

8.10 Enfants appartenant à une minorité ou à un groupe autochtone (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 102)

328. L'Administration du registre national de population a entrepris d'exécuter à titre expérimental le projet de système d'alerte avancée pour les naissances, devant permettre d'enregistrer les naissances assistées par des sages-femmes dans les zones rurales du pays. Elle a de même pris des mesures pour faire enregistrer sans délai les naissances par des unités mobiles, ce qui permet d'atteindre tous les enfants au niveau national, en particulier en milieu rural.

329. Des accords sont conclus et des mémorandums d'accord signés aux termes desquels les hôpitaux du réseau national et les hôpitaux du réseau privé peuvent faire appel aux unités mobiles des bureaux de l'Administration susvisée, ce qui facilite les inscriptions au registre de l'état civil.

330. S'appuyant sur l'article 17 de la loi sur la maternité saine, le Ministère de la santé et de la protection organise depuis 2013 des ateliers de formation à l'intention des sages-femmes. À ce jour, 22 000 d'entre elles sont certifiées et œuvrent en concertation avec le Ministère à faire comprendre l'importance de l'enregistrement des enfants à la naissance.

9. Ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 103)

331. Le Congrès est saisi du projet de loi n° 3736 qui prévoit d'approuver la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, laquelle a été reçue par la Direction législative le 27 novembre 2007. La Commission des relations extérieures ayant émis un avis favorable le 22 août 2013, le projet est en instance de débat en première lecture.

332. La disparition forcée est érigée en infraction par le Code pénal⁵⁶. Par ailleurs, le décret n° 3-2012 a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale en traitant la disparition forcée, à l'instar de l'Organisation des Nations Unies, comme une infraction liée à des violations des droits de l'homme.

333. Le projet de loi n° 3590 vise à créer la commission de recherche des personnes victimes de disparition forcée et d'autres formes de disparition.

334. Comme suite aux engagements pris dans le cadre de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (1992), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, en rapport avec la qualification pénale de l'infraction de disparition forcée, le Guatemala a ratifié la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes en déposant ses instruments de ratification auprès de l'OEA le 25 février 2000.

335. En ce qui concerne le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, son application pour le Guatemala est suspendue. Le 14 janvier 2011, le pouvoir exécutif a présenté un projet de loi portant modification des décrets n°s 17-73, 51-92 et 48-98 et remplaçant le terme peine de mort par celui de peine d'emprisonnement à fort impact conformément aux engagements découlant du Pacte de San José.

10. Suivi et diffusion (CRC/C/GTM/CO/3-4, par. 104 et 105)

336. L'une des fonctions assignées par l'exécutif à la COPREDEH consiste à suivre les recommandations faites à l'État par les mécanismes de contrôle du respect des droits de l'homme mis en place par l'Organisation des Nations Unies, ainsi que par les groupes de travail, les Rapporteurs et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). En conséquence, le système national de suivi des recommandations faites à l'État a été mis en place pour assurer le suivi de ces recommandations.

337. Ce système est constitué par une base de données électronique qui rassemble toutes les recommandations adressées à l'État depuis 1994 par les organes de contrôle du système des Nations Unies. Il puise à deux sources fondamentales, à savoir le Forum interinstitutionnel et la constitution de dossiers de presse.

338. Le Forum est un espace technique qui alimente la plateforme à l'aide des mesures prises par les institutions de l'État qui sont liées aux engagements découlant des recommandations des organes de contrôle du système des Nations Unies. Cinquante représentants des ministères, secrétariats et fonds sociaux sont associés au niveau technique à cet espace, comme le sont à titre d'invités spéciaux des représentants du ministère public, de l'appareil judiciaire, du Congrès et du Bureau du Procureur général. C'est dans cet espace que les représentants et leurs suppléants suivent des formations portant sur des questions relatives aux droits de l'homme et les engagements pris par l'État.

339. La méthodologie mise en œuvre pour élaborer le rapport valant cinquième et sixième rapports de l'État à soumettre au Comité des droits de l'enfant a notamment

⁵⁶ Infraction ajoutée en vertu du décret n° 33-96.

consisté à diffuser les recommandations auprès des représentants au Forum, en présentant l'historique de la Convention et les observations finales formulées par le Comité en vue du suivi et de la notification des mesures prises pour donner effet aux recommandations. Ce processus a donné lieu à trois réunions destinées à faire connaître les engagements pris et les progrès et le suivi de leur exécution, à diffuser le Plan d'action, qui cherchait à recueillir le point de vue des enfants et adolescents en ce qui concerne leurs droits fondamentaux, et à consacrer un atelier à la diffusion des recommandations formulées à la suite de l'examen du rapport valant troisième et quatrième rapports périodiques ; pendant cet atelier, les représentants ont procédé à une analyse de ces recommandations, déterminé les institutions qui auraient à leur donner effet et précisé les progrès accomplis.

340. À cet égard, étant donné que l'État est façonné par tous les habitants, on s'efforce de consulter les enfants et adolescents au sujet de l'idée qu'ils se font de leurs droits et d'intégrer les consultations ainsi réalisées au rapport de l'État, consultations envisagées dans le cadre de la méthodologie retenue pour l'élaboration du rapport valant cinquième et sixième rapports de l'État sous le nom de Plan d'action. À cet effet, les membres de l'UNICEF entreprennent des démarches pour que la consultation des enfants et adolescents soit menée à l'aide de méthodes conçues par les membres de l'Association IDEI et du Parlement des enfants et des adolescents.

341. La consultation a fait l'objet de cinq réunions avec les enfants et adolescents appartenant aux quatre cultures du Guatemala, sur la base de groupes cibles exposés au risque de vivre dans la rue et en situation de vulnérabilité. Pour la composition des groupes, on compte sur l'appui des différents représentants des institutions de l'État, comme celui de la représentante du Ministère du développement social, de la psychologue sociale de la zone de santé centrale du Ministère de la santé et de la protection sociale et du Réseau national de la paternité et de la maternité responsables.

342. Par ailleurs, l'Association IDEI coordonne le groupe des enfants et des adolescents représentés au Parlement avec lesquels s'engage la consultation et qui sont ceux principalement auxquels est présenté un résumé du contenu du rapport valant cinquième et sixième rapports de l'État, sur lequel, dans la dernière partie de la consultation, ils formulent des recommandations en vue d'améliorer les activités de suivi menées par les institutions de l'État⁵⁷.

343. Il importe de souligner que la COPREDEH dispose de la maquette du rapport valant troisième et quatrième rapports du Guatemala au Comité des droits de l'enfant et des recommandations qui y sont formulées.

344. De même, dès que le présent rapport aura été remis au Comité, il sera diffusé en même temps que le rapport sur la consultation des enfants et adolescents du Guatemala.

345. La consultation a été menée auprès des groupes ci-après :

- i) Parlement des enfants et adolescents, avec la participation de membres actifs dans le domaine des droits de l'enfant et de représentants des quatre cultures ;
- ii) Association Resplandece, qui travaille avec les enfants et adolescents en situation de risque de vivre dans la rue ;
- iii) Élèves de l'école publique rurale mixte du village de Pacacay, Chimaltenango, qui sont des enfants et adolescents frappés par des taux élevés de pauvreté ;
- iv) Association Pancita Llena Corazón Contento, qui s'occupe d'enfants et d'adolescents en situation de risque de vivre dans la rue et de devenir victimes de la violence et de la malnutrition.

⁵⁷ On trouvera ci-joint le rapport de l'Association IDEI sur la consultation des enfants et des adolescents.

346. L'équipe chargée de l'établissement du rapport par la COPREDEH et des représentants de l'UNICEF et de l'Association a participé aux différentes réunions organisées pour consulter les enfants et adolescents. Y ont également participé, à titre d'invités spéciaux, un représentant du Conseil national de l'adoption et des représentantes ayant collaboré à la coordination des groupes d'enfants.

347. En ce qui concerne les recommandations, il convient de noter que l'État, par l'entremise de la COPREDEH, prend en considération les préoccupations et suggestions exprimées dans le cadre d'une activité menée conjointement avec des représentants de la Fondation Esperanza de los Niños – Childhope –, de la Fondation Pestalozzi et du Réseau des enfants pour une action concertée en faveur des enfants et adolescents guatémaltèques.

348. Pour ce qui est du document de base commun, l'État a jugé bon en 2011 d'adresser un document actualisé aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

349. Les enfants et adolescents recommandent de « réexaminer et (d')évaluer les recommandations chaque année, et non pas tous les cinq ans, afin d'y donner effet en temps utile ».
